

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Notre Congrès (*Boris Souvarine*). — Le Parti communiste russe se critique et se redresse (*Boris Souvarine*). — L'organisation du Parti bolchevik. — Réflexions sur le Congrès de Bourges (*Albert Treint*). — Sur le gouvernement ouvrier

et paysan (*H. Borel*). — Quelques pensées sur Plékhanov (*L. Trotsky*). — Les racines du bolchevisme en Russie (*M. Pokrovsky*). — Les Journées d'Octobre à Kiev (*I. Koulik*). — Le socialisme et l'agriculture (*Marcel Ollivier*).

NOTRE CONGRÈS

NOTRE parti tiendra, du 20 au 24 janvier, son premier Congrès de véritable Parti communiste. Nous entendons par « véritable », un parti qui a la bonne volonté et la volonté de devenir communiste, c'est-à-dire digne de conduire le prolétariat à la révolution.

L'ordre du jour sera très chargé, comme celui de tout congrès communiste dans l'époque que nous vivons depuis la guerre. Ses quinze points sont d'inégale importance : au fond, l'assemblée aura surtout pour tâche d'examiner le travail accompli dans l'année, dans le domaine de l'organisation et dans l'ordre politique, d'analyser les efforts et les résultats, puis de corriger ce que jugera défectueux, donner des directives pour l'année nouvelle et prendre les dispositions en vue des combats prochains.

C'est le moment d'engager dans tout le parti de sérieuses discussions, sans lesquelles le Congrès ne saurait s'élever à la hauteur de sa mission. Par tous les moyens dont nous disposons, il faut se livrer à des échanges de vues, à des critiques et à des suggestions, à la confrontation des opinions, à l'ébauche des projets. Nos journaux, de Paris comme de province, doivent ouvrir des tribunes. Nos groupes et organes divers, à tous les degrés de l'organisation, doivent se mettre à l'étude des questions urgentes. Il s'agit de donner à la disposition des délégués le maximum de ce qu'on appelle, dans les langues germaniques et slaves, le « matériel idéologique », où

ils pourront puiser au mieux des intérêts inséparables du parti et du prolétariat.

C'est aussi le moment, pour les camarades modestes et studieux, jusqu'à présent effacés, de livrer au parti le fruit de leurs réflexions et de leur expérience, d'énoncer leurs idées, d'entrer dans l'activité : il n'y a plus chez nous de détenteurs de places, de possesseurs attirés de fonctions, de dignitaires ou de pontifes. Les meilleurs hommes doivent se montrer et prendre les plus grandes responsabilités. Personne n'a droit à sa charge ou à son poste : seul, le parti a le droit et le devoir de disposer de ses forces de la meilleure façon, de répartir ses cadres, de confier des tâches. Les jeunes et les nouveaux, pourvu qu'ils soient dévoués et productifs, peuvent et doivent prétendre à remplacer les insuffisants, peuvent et doivent rapidement devenir des militants responsables, des chefs. Se mettre en avant, dans un Parti communiste, c'est s'exposer aux coups, s'offrir au danger — non se rapprocher des honneurs ou des profits : qu'on le fasse donc crânement, sans crainte des jalousies et rivalités vulgaires, courantes dans les partis bourgeois.

Le parti est devant de si lourdes tâches, qu'il n'aura jamais assez d'hommes pour les mener à bien. Nos premiers devoirs sont donc de favoriser l'élévation de nouveaux éléments aux responsabilités et, pour cela, d'activer la préparation morale et intellectuelle des forces neuves jusqu'à présent inutilisées. Nous voudrions que les arrêts du Congrès soient

le point de départ d'un déploiement d'efforts dans ce sens. Et nous ambitionnons, pour le *Bulletin Communiste*, une part importante dans cet ordre de services à rendre au mouvement révolutionnaire.

Le noyau principal des lecteurs du *Bulletin* nous est fidèle depuis quatre ans déjà, depuis le Congrès de Strasbourg du Parti socialiste où la fraction révolutionnaire s'affirma comme prétendante, dans un avenir proche, au rôle prépondérant dans l'action de classe du prolétariat. Ces lecteurs nous ont suivi et soutenu au cours de luttes intérieures mémorables, à travers d'après crises et des conflits violents, et nous ont gardé leur confiance après nous avoir jugé aux œuvres. Depuis quatre ans, nous défendons ici les mêmes idées, en les fouillant et les approfondissant, nous persévérons dans la même voie. Ne s'est-il pas établi entre les collaborateurs et les lecteurs du *Bulletin*, un fonds commun de pensées, une manière identique de réagir et de s'orienter ? Parmi ceux qui communient avec nous chaque semaine dans la foi révolutionnaire, la conviction communiste, le désir de servir la cause du prolétariat, ne trouverons-nous pas des concours actifs pour se dévouer à l'œuvre essentielle ? Voilà ce que le prochain Congrès nous donne l'occasion de tirer au clair, en posant des problèmes que nous appelons tous nos lecteurs communistes à résoudre.

Avons-nous bien fait de chasser de nos rangs les bavards pacifistes et démocrates ? Avons-nous gagné ou perdu en épurant notre parti des francs-maçons, des syndicalistes purs, des antimilitaristes évangéliques ? Avons-nous conquis depuis un an la sympathie, voire l'adhésion d'une partie de la classe ouvrière ? Que pensent de nous les ouvriers qui se tiennent encore éloignés du parti ? Que pensent-ils de notre organisation, de notre politique, de nos militants, de notre presse ? Comment jugent-ils nos journaux et publications ? Que disent-ils des événements d'Allemagne, des prochaines élections françaises ? Ont-ils une idée juste du bloc des gauches, se représentent-ils un bloc ouvrier ? Quelle action du parti les a frappés ? Sont-ils soucieux d'unité syndicale, de front unique dans l'action de classe ? Qu'est-ce qui les intéresse ou les préoccupe ?

Toutes questions que nous voudrions voir traiter dans les sections du parti, dans les colonnes de notre presse, et notamment dans le *Bulletin* par nos amis connus ou inconnus qui croiraient avoir quelque chose à dire. Sans un actif échange de vues sur tous ces points, le bilan de notre travail d'une année et nos perspectives d'avenir immédiat seraient malaisément établis. En invitant nos lecteurs

à alimenter la controverse, à s'y mêler, sans vain scrupule de s'y montrer malhabile, nous leur ferons cette prière de nous dire aussi leur pensée sur ce *Bulletin* auquel ils se montrent si fidèles, sur ce qu'ils y trouvent de bon ou de mauvais et ce qu'ils voudraient y trouver. En un mot, nous convions nos lecteurs à devenir, au moins pour un temps, et si possible pour toujours, nos collaborateurs.

Dans notre dernier article, nous posions une question sur l'intérêt que pouvaient présenter pour notre contingent de lecteurs nos exposés des difficultés et des tâches du Parti communiste russe. Dans pareils cas, les écrivains bourgeois ou pseudo-révolutionnaires ne manquent jamais d'annoncer qu'ils ont reçu force lettres et maints encouragements, même s'ils n'ont rien reçu du tout. Nous dirons simplement que nous avons reçu trois lettres, toutes trois de province, nous engageant à développer le sujet traité, et qu'à notre avis ce n'est pas beaucoup. Pourquoi seulement trois lettres ? Est-ce que la question russe n'intéresserait pas nos lecteurs, ou que ceux-ci n'éprouvent pas le besoin particulier de voir traiter tel thème plutôt que tel autre ? Est-ce uniquement parce que chacun croit que son opinion n'est pas indispensable et que d'autres écriront qui sauront fixer le questionneur ? Est-ce lassitude ou désarroi ? Toujours est-il que nous sentons depuis longtemps la nécessité de provoquer des explications entre notre public et nous. Nous avons besoin de conseils pour corriger les déformations professionnelles, d'indications de nos défauts ou lacunes, dont nous sommes trop près pour bien les voir, en dépit du zèle le moins contestable. Qu'on nous écrive sans plus de façons, qu'on nous critique sans gêne, qu'on nous conseille sans hésiter : l'amélioration du *Bulletin* est à cette condition.

Un mois seulement nous sépare du Congrès. C'est peu, mais ce peut être un mois qui comptera pour l'avenir du parti, si nous savons en faire un mois bien rempli. Ce qui se passe actuellement dans le parti frère de Russie, et dont il est encore longuement question plus loin, peut nous inspirer à bien des égards. Car beaucoup de préoccupations nous sont communes, et des tâches urgentes aussi. Un même phénomène s'est manifesté dans la classe ouvrière de tous les pays d'Europe, et par suite dans son avant-garde communiste, dans les deux dernières années : la dépression consécutive au reflux de la grande vague révolutionnaire de la fin de la guerre, l'attitude défensive devant les assauts de la réaction et du fascisme. Il faut que l'année 1924 soit celle du réveil, de l'offensive ouvrière.

Boris SOUVARINE.

Le Parti communiste russe se critique et se redresse

Dans les deux précédents numéros du *Bulletin*, nous avons posé devant les communistes français les principaux problèmes actuellement débattus en Russie par nos camarades, — et même formulé nos propres appréciations, par la même occasion. Ce n'est pas le XIII^e Congrès du parti bolchevik qui se tiendra en janvier, comme nous l'avons dit à tort sur la foi d'une nouvelle d'agence partiellement inexacte, mais une Conférence du parti. Il n'importe : Congrès ou Conférence, les questions à résoudre sont les mêmes, l'importance de l'événement est égale.

La discussion ouverte par Zinoviev dans la *Pravda* du 7 novembre est allée bon train. Nous avons déjà sous la main trente numéros du glorieux journal, bourrés d'idées, d'arguments, de faits, de critiques : et nous sommes à un mois de la Conférence. Les « cellules » du parti (c'est le nom exact de nos groupes communistes de là-bas, constitués dans chaque entreprise), les assemblées de « rayons » (c'est-à-dire d'arrondissements) ont délibéré et délibèrent avec animation. Le *Comité central* et la *Commission centrale de contrôle* ont débattu et adopté unanimement le texte d'une résolution qui sera soumise à la Conférence de janvier, et sûrement votée à l'unanimité.

Nous avons dit les principales critiques de l'état intérieur du parti faites par Zinoviev, et observé qu'elles n'étaient pas nouvelles mais pour la première fois portées sur la place publique. La même remarque a été élevée en Russie de divers côtés, ce qui a conduit Zinoviev à préciser sa pensée en ces termes, dans son rapport à la 19^e Conférence du « gouvernement » de Petrograd, le 1^{er} décembre : « Certains contradicteurs indiquent que ces tâches, à dire vrai, sont anciennes mais non encore résolues, et que pour cette raison le titre de mon article (*Les nouvelles tâches du parti*) ne correspondait pas tout à fait au contenu. Pour être absolument précis, il fallait dire les tâches *actuelles* — nouvelles ou anciennes, on le verra plus tard. »

Zinoviev estime donc que c'est *actuellement* que les conditions objectives rendent nécessaire une critique impitoyable de l'activité du parti, plus exactement d'une certaine tendance à la passivité, et rendent possible une forte impulsion à cette activité d'autant plus nécessaire que les problèmes de la construction socialiste, principalement dans l'ordre économique, s'accroissent.

Comment s'explique cette tendance à la passivité contre laquelle réagissent si vigoureusement, avec Zinoviev, tous ceux qui se sont mêlés à la controverse ? Par des raisons objectives évidentes. De 1918 jusqu'en 1921, le parti fut littéralement sur le pied de guerre : tout membre était un soldat placé à quelque degré de la hiérarchie militaire : il fallait avant tout sauver la révolution attaquée par les armes de toutes parts, courir d'un front à l'au-

tre, se battre en permanence. A cette activité fébrile, à cette discipline du combat devaient fatalement succéder une détente très prononcée, une soif de repos, un besoin de restauration physique et morale. Or, cette détente correspondit au passage à la *Nep*, phase transitoire pleine de phénomènes inattendus, de contrastes, de contradictions, de faits troublants pour les ouvriers qui ne s'étaient pas encore assimilés les conceptions souples et profondes de Lénine. De plus, *on avait faim*, on était préoccupé de la recherche d'un morceau de pain, disposition d'esprit peu favorable à un grand effort intellectuel. Et le prolétariat était émietté, dispersé dans l'immense pays par la guerre civile.

Telles étaient les principales raisons objectives. Il y en a aussi de subjectives, les habitudes prises, la spécialisation et la cristallisation des cadres, etc., dont il faudra parler plus tard dans une étude plus complète. Pour l'heure, il suffit de constater l'immense changement survenu dans la situation depuis le X^e Congrès où furent adoptées, sur la « démocratie ouvrière dans le parti », de belles résolutions qui ne furent pas appliquées. L'affermissement définitif du régime soviétique, le relèvement remarquable de la production, l'amélioration des conditions de vie matérielles permettent non seulement de débattre ouvertement ces questions, mais aussi, ce qui vaut encore mieux, de les résoudre non en phrases, mais en fait.

Pouvait-on le faire plus tôt ? Beaucoup l'affirment et nous sommes de leur avis. Nul doute que c'est la maladie de Lénine qui a retardé le nouveau coup de barre : si « le vieux » avait pu rester à son poste, il y a beau temps qu'il eût orienté le parti dans la voie où il s'engage maintenant. La preuve en est que dans l'intervalle séparant les deux attaques de son mal, il eut comme préoccupation principale de réagir contre cette tendance de passivité dont tout le monde dénonce les effets : ses articles de janvier-février, en vue du XII^e Congrès, n'avaient pas d'autre sens. Lénine mis à l'écart par la maladie, il fallut s'habituer à se passer de lui. Maintenant, on s'empresse de rattraper le temps perdu : c'est l'essentiel, et nous saluons joyeusement les résolutions unanimes des organes centraux du parti, gages de nouvelles victoires du premier Parti communiste victorieux.

Souvent, nous avons cité en exemple à nos camarades devenus, sous l'influence directe ou indirecte de l'esprit bourgeois qui empoisonne en France même les milieux ouvriers de mentalités timorées, de caractères débiles, amateurs de politesse (c'est-à-dire, disons le mot, d'hypocrisie) et de courtoisie parlementaire (autrement dit, à parler franc, de mensonge), souvent nous avons invoqué cet admirable exemple de saine et vigoureuse critique prolétarienne donné en toute circonstance grave

par le parti bolchevik. De vrais tempéraments révolutionnaires expriment leur pensée sans fards, heurtent leurs conceptions sans calculs : cela ne nuit en rien, au contraire, à la santé du parti. Ce qui nuit, ce qui pourrit et désagrège, c'est l'insinuation, le sous-entendu sournois, l'arrière-pensée mesquine, l'intention vile, — toutes choses où nos « résistants » étaient tristement spécialisés. La discussion actuelle dans le parti bolchevik, rudement menée, sans feintes et sans ménagements, rendra d'inappréciables services à la cause révolutionnaire, en Russie et partout.

Mais le mieux, pour donner une idée de la manière dont on discute chez nos camarades russes et pour mettre au courant les communistes français des principales critiques formulées contre certaines déviations apparues dans nos rangs, est de prendre un de ces articles parus dans la *Pravda* et de l'analyser, de le résumer. En voici un, de Préobrajensky (*Pravda* du 23 novembre).

Il importe d'abord, dit Préobrajensky, de poser exactement la question, sans se laisser entraîner par les particularités. Zinoviev le fait d'une façon « non satisfaisante » : il concentre l'attention sur quelques points, certes importants, mais non sur le problème lui-même.

Il s'agit de savoir « si la ligne fondamentale du parti dans son organisation et sa politique intérieure pendant la *Nep* a été juste ou non ». On ne peut traiter les questions posées par Zinoviev avant d'avoir résolu celle-là.

Préobrajensky, lui, répond négativement. « Depuis deux ans, le parti suit une mauvaise ligne dans sa politique intérieure. » (C'est, bien entendu, de l'intérieur du parti qu'il est question.) Cette politique n'est pas conforme aux tâches posées par la *Nep*.

La situation créée par la *Nep* est compliquée, embrouillée, confuse, changeante, dans les rapports sociaux. Pour s'y orienter, « il aurait fallu créer dans nos organisations une autre vie intérieure que celle de la période de lutte armée ». Il fallait « liquider les méthodes militaires, rétablir une vie du type 1917-1918 », c'est-à-dire soumettre les questions fondamentales au jugement de tous les membres. « Il fallait donner à chaque membre le moyen de participer plus activement et consciemment aux décisions », au lieu... d'enguirlander ceux que la nouvelle situation troublait.

« Il fallait que chacun puisse soumettre à ses camarades ses doutes, ses hésitations, ses mécontentements et recevoir une réponse sensée, fraternelle » et non de sévères remontrances, des formules rigides, des propos savants.

Voilà ce qui nous a manqué. Depuis la fin de la guerre civile et extérieure, la vie du parti s'est ralentie, le fonctionnarisme renforcé, et la masse a participé de moins en moins aux initiatives et aux décisions. C'est pourquoi le niveau moyen ne s'est pas suffisamment élevé : « on se flait à une bonne administration, à de bons fonctionnaires ».

Certes, nous avons amélioré notre appareil, mais par contre nous avons favorisé la passivité.

Cette erreur essentielle a entraîné des suites. Ainsi, beaucoup de camarades ne se donnent plus la peine de penser, de discuter, de chercher : ils attendent tout d'en haut. Ils perdent l'habitude de s'orienter eux-mêmes. Il est caractéristique que la discussion actuelle est d'initiative du Comité central, et non des groupes. Dans ceux-ci, les appréhensions devant les nouvelles tâches du parti s'accumulent, au lieu de se dissiper dans d'amicales discussions, et nous perdons de bons éléments faute d'avoir accordé une attention suffisante à leur trouble : or, même sans leur donner raison s'ils se trompent, on doit leur montrer que le parti tient le plus grand compte de leur avis, sans quoi ils se trouvent pour ainsi dire en état « d'exclusion morale » et il ne leur reste plus d'autre issue que d'entreprendre des conciliabules secrets, obscurs, donc dangereux. L'expérience de vieux camarades avertis se perd, par suite de leur éloignement de l'activité intérieure du parti.

« Le mode de désignation des secrétaires, des cadres, conduit à ce que l'appareil de direction et d'administration du parti pense (dans la mesure où il pense), agit, et porte les responsabilités pour tout le parti. » Les ouvriers travaillant à l'établi ne peuvent participer à la vie politique que dans les cellules communistes, mais celles-ci sont elles-mêmes privées d'activité par cette sorte d'accaparement des questions importantes par les cadres. C'est une des sources du malaise remarqué dans certaines couches du parti.

Passons à la préparation des nouveaux cadres de militants responsables : sous ce rapport encore, tout ne va pas pour le mieux. Nous avons fait d'énormes progrès dans l'éducation marxiste des militants : mais cette amélioration des connaissances théoriques a été souvent acquise au prix d'un affaiblissement du travail pratique. La culture marxiste ne doit pas être académique, mais « léniniste » c'est-à-dire utilitaire. Il y a une disproportion entre la croissance des jeunes membres du parti dans la doctrine et leur participation décroissante à la vie active du parti. Cette tendance doit être immédiatement enrayerée, car en s'accroissant, elle compliquerait notre travail.

Cette observation de Zinoviev que, dans certains domaines, le niveau des cellules communistes est dépassé par celui d'ouvriers sans-parti condamne le régime intérieur qui s'est instauré graduellement dans le parti : les ouvriers sans-parti se développent parce qu'ils cherchent à juger par leurs propres facultés, les membres du parti progressent moins vite parce qu'ils comptent toujours sur leurs cadres, attendent des décisions toutes faites et même parfois des considérants tout faits.

Dans l'activité économique, — phénomènes analogues. Beaucoup de décrets auraient gagné à être soumis aux organisations du parti avant d'être promulgués : cela aurait épargné

de les remanier ensuite, voire de les abroger. De plus, l'absence d'un véritable plan oblige d'improviser des résolutions occasionnelles, selon les nécessités les plus pressantes, en perdant de vue les grandes perspectives ; et naturellement, il n'y a pas de possibilité pratique de soumettre au parti des questions dont même les organes dirigeants doivent se saisir à l'improviste (on reconnaît là une des idées de Trotsky, exposées par nous dans le dernier *Bulletin*). Ainsi, la réforme du régime intérieur du parti est liée directement à celle des méthodes du travail économique, lesquelles doivent être, d'ailleurs, soumises à l'étude sérieuse d'un Congrès pour d'autres raisons aussi (nous en avons déjà parlé dans le dernier *Bulletin* et nous y reviendrons).

Tous ces défauts du parti se lient à d'autres phénomènes négatifs, par exemple à une tendance des syndicats de s'isoler de la masse ouvrière et à une tendance de l'appareil soviétique de se bureaucratiser. Comment lutter efficacement contre le bureaucratisme si nous laissons ce mal gagner notre propre parti ? Les fameux articles de Lénine, au début de l'année, sur « l'Inspection ouvrière et paysanne » et contre le bureaucratisme soviétique valent aussi pour les erreurs du parti, puisque celles-ci ont contribué à renforcer les déformations critiquées par Lénine (nous avons exposé ces vues de Lénine, dans *l'Humanité*, en mars-avril, lors du XII^e Congrès).

Ne voulant pas s'appesantir sur les faits secondaires, Préobrajensky en vient à constater que tous les participants à la discussion de la *Pravda*, toutes les résolutions votées jusqu'à présent sont unanimes dans leur critique de l'état de choses actuel à l'intérieur du parti. Par une sorte d'ironie, les décisions du X^e Congrès sur le passage des méthodes militaires à la démocratie ouvrière ont en pratique abouti à une situation diamétralement opposée. Certes, il y eut à cela des raisons objectives, la secousse de Cronstadt et le passage à la *Nep*. Mais depuis, il fallait réaliser effectivement ces décisions du X^e Congrès : nous ne l'avons pas fait à temps, mais d'autant plus nous devons nous y mettre tout de suite.

Et Préobrajensky termine en cognant sur les camarades qui seraient tentés de considérer ses critiques comme influencées par un esprit petit-bourgeois contraire à la discipline prolétarienne et aux méthodes hautement développées de la technique. A ces contradicteurs hypothétiques (jusqu'ici, il ne s'en présente pas), il dit : « Démontrez pratiquement comment vous vous proposez concrètement de résoudre, sur la base de la situation présente et sans la « démocratie du parti », le problème de la préparation de nouveaux cadres et de leur élargissement adapté aux tâches de la construction socialiste ».

*

**

Ce ne sont pas les seules observations faites au cours de la discussion. Il y en a bien d'autres, sur lesquelles nous devons revenir. Mais celles de Préobrajensky suffisent, avec

les deux articles déjà consacrés par nous au sujet, pour que nos lecteurs se rendent compte de la nature des problèmes posés par le développement de la situation russe.

La grande force des bolcheviks a toujours été de prévoir la tournure générale des événements, dans la mesure où l'entendement humain et l'analyse marxiste le permettent, et l'évolution des nécessités économiques, des forces sociales. Ils ont su aller au-devant des besoins de la masse, c'est-à-dire s'assurer son appui en servant ses intérêts. Ils ont su gagner du temps quand il fallait gagner du temps, brusquer les choses quand on pouvait les brusquer. Ils savent se critiquer eux-mêmes avant que l'extérieur le fasse (nous parlons des critiques dignes de ce nom, pas des injures des philistins ni des aigreurs des mencheviks) et rectifier leur ligne avant qu'une pression du dehors les y contraigne. Cette fois encore, ils font leur redressement à leur heure, avec un sens très sûr de l'intérêt de la révolution et des devoirs du parti.

La résolution votée par les organes directeurs le prouve, dont nous donnons plus loin le texte, intégralement. On y trouvera aisément la trace des préoccupations exprimées tant par Zinoviev que par Préobrajensky ; on y remarquera surtout les idées directrices fondamentales de Trotsky, résumées dans notre dernier article. L'importance donnée au *Plan d'Etat*, les mesures envisagées pour assurer la liaison effective de la ville et de la campagne sur une base économique, l'abaissement des prix industriels et le relèvement des prix agricoles, — on reconnaît là les thèses soutenues par Trotsky dès avant le XII^e Congrès. Reste à savoir ce que seront les réalisations ? Mais précisément, les dispositions pratiques prises pour donner vie au régime de la « démocratie ouvrière » dans le parti, ou si l'on veut au « centralisme démocratique », nous sont les meilleures garanties de succès possibles. Il n'y a pas de doute, — les bourgeois russes clairvoyants sont les premiers à le reconnaître, — que les bolcheviks sont l'élite du peuple russe, son encadrement viril, ses éléments d'initiative et de résolution. Eux seuls étaient capables de faire table rase de l'ancien régime, puis de construire une nouvelle Russie. Sans eux, la Russie serait une colonie où cent cinquante millions d'esclaves travailleraient pour le compte de l'impérialisme occidental. Pourvu que le parti reste en activité soutenue, il éveillera de nouvelles forces créatrices, renouvellera les cadres usés, multipliera les rangs des pionniers de la société nouvelle.

Ce n'est pas encore cette fois que nous avons pu rendre compte de toute cette intéressante discussion, où les communistes français auraient tant à puiser. La place nous est limitée et nous connaissons cette vérité, dite si gentiment par Marx, que le lecteur français est « impatient de conclure ». Nous avons essayé de lui donner de quoi conclure dès aujourd'hui. Dans le prochain *Bulletin*, nous lui ajouterons de quoi tirer d'autres conclusions.

Boris SOUVARINE.

L'ORGANISATION DU PARTI BOLCHEVIK

Voici le texte intégral de la résolution dont il est question d'autre part dans l'article de Boris Souvarine, résolution adoptée à l'unanimité à la séance commune du Bureau Politique du Comité Central et du Présidium de la Commission Centrale de Contrôle, le 5 décembre, en exécution de la décision des séances plénières d'octobre du C. C. et de la C. C. C.

Le parti sous le régime de la « Nep »

a) La nouvelle politique économique, qui a permis le développement des forces productives, a montré qu'elle était une étape nécessaire dans la période de transition du capitalisme au socialisme. Elle a contribué au relèvement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce étatiques, de la coopération et en général de toute l'économie. Nous assistons maintenant à une hausse progressive des salaires, au retour des ouvriers qualifiés dans les villes, au développement de la culture dans les masses prolétariennes et, en particulier, à l'apparition de nouveaux contingents d'intellectuels ouvriers et paysans formés dans les établissements d'enseignement supérieur.

b) Le 12^e Congrès avait déjà constaté le relèvement de la vie économique et signalé la nécessité d'en apprécier chaque étape du point de vue de l'idéal socialiste. La dictature du prolétariat, qui ne peut se consolider et se déployer sans la croissance du bien-être matériel du pays, ne pourrait non plus se maintenir si cette croissance donnait au capital privé la prépondérance sur le capital étatique.

Les difficultés extrêmes que traverse en ce moment l'économie du pays se traduisent en premier lieu par la mévente des produits de notre industrie étatique.

Si, cette dernière année, la vente s'est heurtée à des difficultés de plus en plus grandes, la raison principale en est dans le coût de production excessif, les frais commerciaux extrêmement élevés et les méthodes inadmissibles d'établissement des prix, arbitrairement majorés aux dépens du consommateur. Ces difficultés ont pour cause profonde une disproportion, un manque de coordination des différents éléments de l'économie étatique entre eux et avec le marché, ainsi que l'organisation irrationnelle ou défectueuse des entreprises industrielles et commerciales et de leurs opérations, et, en particulier, l'incapacité de nos organisations commerciales et coopératives, encore entachées de bureaucratisme, à se frayer la voie vers le marché rural.

Le problème capital consiste, comme auparavant, à réaliser la soudure entre l'industrie étatique et l'économie rurale, c'est-à-dire en premier lieu à établir une corrélation juste entre la production de cette industrie et les besoins et la capacité de notre marché, rural par excellence. Mais ce problème sera résolu au fur et à mesure que sera assurée la connexion rationnelle des différents facteurs et éléments de l'économie étatique.

De ce qui précède, il ressort pour le Parti que la continuation de notre relèvement économique, qui, dans un avenir plus ou moins rapproché, triomphera de la crise actuelle, ne servira à l'œuvre de l'édification socialiste que dans la mesure où nous apprendrons à accorder l'action des éléments de l'économie étatique entre eux et avec le marché.

De là, l'importance exceptionnelle du Conseil supérieur du Plan national, état-major de l'Etat socialiste, ainsi que de toutes ses sections locales, auxquelles il est nécessaire d'assurer le rôle qui leur est assigné dans la résolution du 12^e Congrès.

Les dernières mesures relatives à l'abaissement du prix des produits fabriqués et à l'exportation des céréales ont déjà amené un accroissement des affaires et

une augmentation du prix du blé. Néanmoins, pour combattre avec succès les causes essentielles de la crise de la vente, le Parti doit assurer l'application méthodique des mesures indiquées par le 12^e Congrès, mesures prévoyant la concentration de l'industrie, l'organisation rationnelle de l'appareil industriel et commercial, le relèvement de l'agriculture (particulièrement au moyen du perfectionnement de la technique agricole et du développement du crédit agricole), qui doit être à même de lutter avec ses concurrents sur le marché mondial. Ces tâches sont des plus urgentes pour notre Parti qui, à n'en pas douter, s'emploiera de tout son pouvoir à leur exécution.

c) Les contradictions objectives du stade actuel de la période de transition, contradictions découlant de la coexistence des formes économiques les plus diverses, des rapports du marché, de la nécessité pour les institutions étatiques d'appliquer les formes et les méthodes capitalistes de travail avec un personnel encore étranger à l'idéologie prolétarienne, etc., se font sentir par une série de tendances et de phénomènes négatifs au premier chef qui doivent être combattus sans retard. Tels sont : l'extrême inégalité des conditions matérielles où se trouvent placés les membres du Parti, selon les fonctions qu'ils remplissent ; le « luxe » ; la promiscuité forcée du milieu bourgeois avec son influence désagréable ; l'étroitesse bureaucratique, qu'il ne faut pas confondre avec la spécialisation nécessaire et qui engendre un relâchement de la liaison entre les communistes affectés aux différentes branches de l'économie ; le danger de perdre de vue les grandes perspectives de l'idéal socialiste et de la révolution mondiale ; le danger, déjà signalé par le Congrès, de la démoralisation des militants les plus en contact par leurs fonctions avec le milieu bourgeois, la bureaucratization des appareils du Parti et, partant, le danger pour ce dernier de se détacher des masses.

Le parti et les masses laborieuses

La confiance des masses prolétariennes au Parti s'est accrue. A preuve les élections aux Soviets, l'effondrement des partis menchevik et s. r., la formation d'un cadre d'ouvriers sans-parti soutenant activement le P. C. R. Mais les militants ouvriers, qui devraient naturellement former la liaison entre le Parti et la masse des sans-partis, sont presque entièrement absorbés par leurs fonctions administratives et économiques et, par là même, enlevés à l'usine. C'est pourquoi il importe extrêmement pour le Parti de recruter de nouveaux membres parmi les ouvriers travaillant à l'usine, auxquels on devra accorder une attention spéciale, les laissant autant que possible à leur travail professionnel, les aidant à élever leur niveau intellectuel et leur facilitant par tous les moyens la participation effective aux affaires du Parti. Il faut, dans les mois qui vont suivre, que toutes les organisations du Parti s'attachent principalement à en renforcer le noyau prolétarien. L'initiative des organisations qui ont déjà entrepris cette œuvre doit être soutenue par tous les organes industriels du P. C. Le Parti doit faciliter aux ouvriers industriels l'accès dans ses rangs et réduire la durée de leur stage comme candidats. De même il accordera une attention spéciale à la propagande parmi la jeunesse prolétarienne.

En ce qui concerne la paysannerie, où les couches de prolétaires et de semi-prolétaires augmentent de nouveau, il est nécessaire d'améliorer la qualité des noyaux communistes ruraux, d'orienter leur action vers le domaine culturel et politique et en particulier de les faire concourir à la diffusion des connaissances agronomiques, de renforcer leur activité dans la coopération, l'organisation du crédit agricole, etc. On s'attachera en outre à soutenir de toute façon la classe pauvre des campagnes et à attirer les journaliers dans notre organisation ainsi que dans le syndicat des travailleurs agricoles et forestiers.

Des causes générales, ainsi que des causes parti-

culières, comme l'amélioration de la situation en Russie et l'appauvrissement des couches moyennes en Allemagne, ont déterminé parmi les *intellectuels* un revirement en faveur du pouvoir soviétiste. Particulièrement important est le changement d'attitude des instituteurs de campagne et du personnel agricole, qui pourront contribuer à l'établissement de la liaison entre la ville et le village. Quoique ce revirement des intellectuels soit essentiellement un phénomène favorable, il peut avoir des conséquences nuisibles, car il accroît le danger d'encerclement idéologique des communistes. C'est pourquoi la lutte pour la pureté idéologique du Parti contre l'enveloppement petit-bourgeois et la mentalité des *Nouveaux Jalons* est une des tâches à l'ordre du jour.

Le parti et la démocratie ouvrière

Les phénomènes négatifs qui ont marqué, ces derniers mois, la vie de la classe ouvrière et du P. C. amènent à constater que le Parti, pour combattre avec succès l'influence de la Nep et accroître sa capacité d'action dans tous les domaines doit procéder à une modification sérieuse de sa politique dans le sens d'une application stricte et méthodique des principes de la démocratie ouvrière. En conséquence, la session plénière d'octobre du C. C. et de la C. C. C. a décidé :

« L'Assemblée approuve entièrement les propositions du Bureau Politique concernant la réalisation de la démocratie à l'intérieur du Parti, ainsi que le renforcement de la campagne contre les manifestations de luxe (1) et l'influence désagréable de la Nep sur certains éléments du Parti. »

La démocratie ouvrière implique pour tous les communistes la liberté d'examiner et de discuter ouvertement les principales questions de la vie du Parti, ainsi que l'électivité des fonctionnaires et des collègues, de la base au sommet. Néanmoins, elle ne comporte pas la liberté de former des fractions, toujours extrêmement dangereuses pour le Parti dirigeant, car elles menacent l'unité et l'intégrité du gouvernement et de l'appareil étatique.

Il va de soi que le Parti, union volontaire d'individus sur une base idéologique et pratique déterminée, ne saurait souffrir dans son sein des groupements dont l'idéologie serait dirigée contre lui et contre la dictature du prolétariat (comme, par exemple, la *Rabotchaia Pravda* et le *Groupe Ouvrier*).

Seule, une vie idéologique continue et intense peut conserver le Parti tel qu'il était avant et pendant la révolution. Etude critique de son passé, correction de ses erreurs et examen collectif des principales questions : telles sont les méthodes de travail susceptibles de donner au Parti des garanties effectives contre la transformation des divergences de vues accidentelles en tendances de fractions.

Par suite, il faut que les organes dirigeants prêtent l'oreille à la voix de la masse du Parti, ne considèrent

(1) Pour éviter toute fausse interprétation de ce terme, traduit littéralement, il faut dire que dans la Russie révolutionnaire, si appauvrie et encore affligée de tant de privations, on considère comme « luxe » tout ce qui choque un ouvrier en contrastant avec les conditions de vie modestes de la masse. Une « nouvelle » littéraire qui obtint un grand succès (*Chocolat*) a pour héros un commissaire soviétique condamné à mort pendant la guerre civile parce que sa femme avait accepté une tablette de chocolat, à l'heure où les communistes devaient donner l'exemple d'une frugalité quasi spartiate. La fable est légèrement exagérée mais bien significative. Nous avons personnellement assisté, pendant « l'épuration du Parti », il y a deux ans, à la mise en accusation d'un membre qui s'était procuré une petite bouteille de cognac. Des femmes ont été exclues du Parti pour usage de poudre de riz. Il faut se placer dans l'atmosphère révolutionnaire pour comprendre ces faits, leur donner leur vraie signification. Les communistes russes, qui tiennent le pouvoir, doivent mener une vie exemplaire par la simplicité, la modestie, l'esprit de sacrifice : voilà le sens de ce passage de la résolution. — B. S.

pas chaque critique comme une manifestation de l'esprit de fraction et ne poussent pas par là des communistes consciencieux et disciplinés à garder systématiquement le silence ou à se constituer en fraction.

Le Parti ne saurait en aucun cas être considéré comme une administration ; mais il ne saurait non plus être considéré comme un club de discussions pour toutes sortes de tendances. Le 10^e Congrès a établi les principes de la démocratie ouvrière, mais il a également, ainsi que le 11^e et le 12^e Congrès, institué une série de restrictions dans l'application des principes de la démocratie ouvrière : interdiction des fractions (voir la résolution du 10^e Congrès sur « l'Unité du Parti » et la résolution correspondante du 11^e Congrès ; épuration du Parti ; restrictions à l'affiliation des éléments non prolétariens ; nécessité d'un stage minimum dans le Parti avant d'occuper certaines fonctions ; ratification des secrétaires par l'instance supérieure du Parti (voir le statut du P. C.). Tout en conservant, sous la nouvelle politique économique, certaines restrictions, il est nécessaire, comme le montre l'expérience acquise, principalement celle des groupements de base, de vérifier la justesse et la nécessité de quelques-unes de ces restrictions, notamment du droit de ratification des secrétaires par les instances supérieures. En tout cas, ce droit de ratification ne saurait, dans la pratique, se transformer en droit de nomination.

Mesures immédiates de réalisation de la démocratie ouvrière

Pour empêcher toute déviation de la ligne du P. C., réaliser véritablement la démocratie ouvrière et assurer à la masse des communistes la possibilité permanente d'influer sur la direction de la politique du Parti, il est nécessaire d'appliquer en premier lieu les mesures suivantes :

a) Veiller, tout en tenant compte des restrictions indiquées plus haut, à l'application intégrale de l'électivité des fonctionnaires, et particulièrement des secrétaires de noyaux ; ne nommer personne à une fonction contre la volonté de son organisation ;

b) Soumettre, à moins que des circonstances exceptionnelles ne s'y opposent, toutes les questions essentielles de la politique du Parti à l'examen des noyaux et de la masse des membres ; élargir le réseau des clubs de discussion ; ne pas faire appel à la « discipline » pour empêcher l'exercice du droit d'examen des questions et d'adoption des résolutions ;

c) S'appliquer à former de nouveaux militants pris dans la masse et en premier lieu parmi les ouvriers ;

d) Veiller spécialement à ce que les camarades directement en contact avec la masse communiste aient une connaissance juste et approfondie de la politique du Parti ;

e) Obliger les organes du Parti à rendre compte de leur activité aux collectivités qui les ont élus et à la masse des membres ;

f) Renforcer, tout en évitant de lui donner un caractère sec et officiel, l'éducation communiste parmi la masse du Parti et particulièrement parmi les Jeunesses et les Femmes ;

g) Montrer aux militants la nécessité de se faire part mutuellement de leur expérience : organiser près le Comité central, les comités de région, de gouvernement et de district, des conférences périodiques des travailleurs responsables dans toutes les branches ;

h) Développer l'information des membres du Parti au moyen de la presse et de tournées accomplies par les membres du C. C. de la C. C. C. des comités régionaux et de gouvernement et des collèges de commissariat ;

i) Développer dans la presse la rubrique de la vie du Parti ;

j) Proposer au prochain Congrès du P. C. de convoquer deux fois par an des conférences provinciales et parusses du Parti.

Afin d'assurer l'application effective de toutes les mesures sus-mentionnées sur la démocratie ouvrière, on proposera aux noyaux, aux conférences de quartier, de district et de gouvernement de profiter de chaque élection pour renouveler l'appareil du Parti par

en bas, en posant aux postes responsables la candidature de militants capables d'assurer la réalisation de la démocratie à l'intérieur du Parti.

Des commissions de contrôle

a) Le Parti se trouve devant la tâche, extrêmement importante, de l'amélioration de notre appareil étatique. Mais il lui faudra beaucoup de temps pour arriver dans ce domaine à des résultats sensibles. Pour que les commissions de contrôle et l'Inspection Ouvrière et Paysanne soient à même d'améliorer et d'épurer l'appareil étatique, il leur faut le concours du Parti tout entier et la collaboration des masses laborieuses elles-mêmes. Les commissions de contrôle doivent renforcer leur liaison avec les comités correspondants du Parti; leur activité, ainsi que celle de l'Inspection Ouvrière et Paysanne, doivent être soumises davantage à l'opinion publique du Parti et des travailleurs;

b) L'expérience des derniers mois a montré que les questions concernant l'appareil étatique devaient faire l'objet du travail non seulement de la C. C. C., mais aussi des commissions locales, provinciales et régionales. De là, la nécessité de mettre à l'ordre du jour la question de l'extension des attributions des commissions de contrôle locales;

c) Pour permettre aux travailleurs d'étudier et d'améliorer l'appareil étatique, la C. C. C. et l'Inspection Ouvrière et Paysanne pourront, de concert avec les syndicats, former des noyaux auxiliaires spéciaux dans les entreprises industrielles et les administrations publiques.

Les noyaux du Parti dans les entreprises industrielles devront être étroitement reliés à ces noyaux auxiliaires et en diriger l'action par l'intermédiaire des comités d'usines

d) Une des tâches importantes des commissions de contrôle à l'heure actuelle est de lutter contre la bureaucratization de l'appareil et de l'action du Parti ainsi que de poursuivre les communistes responsables entravant la réalisation du principe de la démocratie ouvrière au sein des organisations dont ils ont la direction (restriction de la liberté de parole aux assemblées, restrictions de l'électivité non prévues par le statut du P. C., etc.);

e) Dans les conditions actuelles, la lutte des commissions de contrôle contre le « luxe » de certains camarades occupant des postes dirigeants dans l'appareil étatique acquiert une importance spéciale. L'influence démoralisante de la Nep sur les communistes et, en particulier, sur certains militants responsables, doit être résolument combattue par tout le Parti;

f) L'application des mesures extrêmes de répression (exclusion du Parti) exige une révision. Envers les ouvriers industriels on devra faire preuve du maximum d'indulgence et n'employer à leur égard les mesures extrêmes (exclusion du Parti) qu'en cas d'absolue nécessité, c'est-à-dire lorsque tous les autres moyens auront été épuisés.

Il faut que les communistes, particulièrement les ouvriers, exclus du Parti, soient accueillis fraternellement lorsqu'ils demandent à y être réintégrés et que leur attitude donne lieu de croire qu'ils seront à l'avenir des membres exemplaires.

Le parti et le travail économique

Notre Parti a l'avantage inestimable de posséder, du haut en bas de l'échelle, des membres dans toutes les branches de l'économie. Leur expérience, extrêmement étendue, doit être mise à profit pour l'élaboration d'un système de direction effective du travail économique par le Parti. Il convient d'assurer aux administrateurs et aux techniciens une indépendance suffisante dans la sphère de leur travail et l'appui intégral du Parti, dont la direction ne saurait comporter une immixtion constante dans les questions économiques d'importance secondaire.

A cet effet, il est nécessaire de rapprocher les noyaux communistes du travail de production; de demander aux techniciens et administrateurs communistes des comptes rendus et des informations régulières sur leur action; d'organiser des conférences périodiques entre les communistes des entreprises groupées dans une même union économique (par exemple dans un trust), ainsi que des conférences des communistes techniciens et administrateurs avec les autres membres du

Parti non affectés au travail économique, conférences dont les résultats devront être portés à la connaissance des noyaux par leurs représentants dans des rapports spéciaux. Il est nécessaire de tenir compte, dans une mesure beaucoup plus large, de l'expérience et des indications des noyaux inférieurs.

La participation de la masse au travail du parti

Pour éviter que l'appareil étatique ne se détache des masses, il faut renforcer la participation de ces dernières à son organisation. C'est pourquoi les administrateurs et les techniciens devront faire des comptes rendus et donner des informations aux assemblées générales et aux assemblées de délégués ouvriers, aux comités d'usines, aux conférences d'ouvriers sans-parti et de paysans, etc.

On devra s'attacher également à rapprocher les syndicats de la production. Les syndicats devront, dans une mesure plus large que jusqu'à présent, pouvoir proposer des candidats aux postes économiques et contrôler l'action des organes économiques (veiller en particulier à ce que les salaires soient payés à temps et sous la forme instituée). Ils convoqueront dans chaque trust des conférences de production auxquelles participeront les représentants des comités d'usines et les directeurs des entreprises; ils poseront leur travail dans leur presse, qu'ils s'attacheront à améliorer et à renforcer.

On devra soutenir par tous les moyens l'institution des correspondants ouvriers et veiller avec le plus grand soin à ce qu'elle ne revête pas un caractère officiel et bureaucratique. La presse communiste et soviétiste devra prêter la plus grande attention aux revendications et aux propositions des masses.

Dans les élections aux Soviets on s'attachera à trouver de nouveaux hommes, à faire élire, parallèlement aux communistes, des ouvriers sans-parti capables, que l'on s'efforcera d'attirer à un travail actif (commissions des Soviets, conférences des comités exécutifs et de leurs sections avec les représentants des ouvriers et des paysans, des noyaux auxiliaires de l'Inspection Ouvrière et Paysanne, etc.).

On devra développer la coutume des grandes conférences de sans-parti, favoriser le développement de toutes les associations volontaires indépendantes: culturelles, sportives, etc., en particulier, de celles touchant directement à la vie familiale et sociale de la classe ouvrière, et leur assurer la possibilité d'un développement rationnel.

Il est nécessaire d'organiser plus fréquemment des assemblées ouvertes dans les noyaux et d'en faire pour sélectionner des cadres de sans-parti qui pourront être des auxiliaires actifs du P. C.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	13 "	14 "
12 mois	26 "	28 "

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Souvarine, même adresse.

Réflexions sur le Congrès de Bourges

Avec quelques semaines de recul, il est déjà possible de mieux saisir le sens de la bataille syndicale de Bourges, d'en apprécier les résultats et d'envisager les perspectives qui s'ouvrent devant la C.G.T.U. et le mouvement ouvrier français.

A Bourges, se sont affrontées les différentes conceptions qui se disputent l'influence sur l'action prolétarienne.

Monmousseau a eu parfaitement raison d'indiquer que les bourgeois intelligents de l'information ouvrière et sociale ont assez bien saisi le sens du Congrès de Bourges en exprimant qu'il fut la victoire des partisans de la dictature prolétarienne sur les partisans de la « démocratie ».

Le monde bourgeois se débat dans de mortelles contradictions avant que soient complètement achevées la concentration capitaliste et la concentration prolétarienne qui en est la conséquence. La révolution est possible alors qu'il subsiste entre les deux classes ennemies, grands capitalistes d'une part et prolétariat de l'autre, des classes moyennes numériquement nombreuses, toujours flottantes, toujours hésitantes entre les deux camps.

La révolution n'est pas également mûre dans les différents Etats capitalistes.

Dans ces conditions, le prolétariat après avoir renversé la bourgeoisie, doit se défendre contre les complots contre-révolutionnaires de l'intérieur conjugués avec les agressions contre-révolutionnaires de l'extérieur. Il doit organiser la production en dépit des difficultés inouïes du blocus, de la guerre civile et de la guerre étrangère, en dépit aussi du sabotage des administrateurs et des techniciens animés de l'esprit bourgeois.

Après le renversement de la bourgeoisie, les classes n'ont pas disparu. Le rapport des forces entre la bourgeoisie et le prolétariat a été simplement renversé.

Pour se défendre, pour organiser la production, le prolétariat doit contraindre les forces hostiles ou indifférentes et doit entraîner les forces hésitantes à concourir au maintien et à l'affermissement de la victoire révolutionnaire.

Il doit organiser l'instrument de cette contrainte : l'Etat prolétarien, le gouvernement des Conseils, instrument de sa dictature de classe.

Cette contrainte doit durer tant que durent les forces à contraindre. Cette contrainte devient de moins en moins nécessaire au fur et à mesure que diminuent les forces hostiles ou résistantes à la révolution. C'est seulement quand ces forces ont disparu que la contrainte peut cesser.

C'est seulement quand la société sans classes sera réalisée et quand la révolution aura bâti pierre à pierre une économie communiste, que pourra disparaître la dictature du prolétariat.

Voilà pourquoi notre doctrine communiste dit que l'Etat prolétarien est destiné à dépérir graduellement et à se mourir.

Au nom de toute la majorité de Bourges, Monmousseau a affirmé avec éclat la doctrine de l'Internationale Communiste.

Qu'ont opposé les anarchistes ? La croyance naïve qu'une fois accompli le coup de force contre

la bourgeoisie, le communisme libertaire peut immédiatement et sans heurts s'organiser.

C'est nier la persistance des classes et la persistance de la lutte des classes dans la période qui suit le renversement de la bourgeoisie, c'est croire que l'éducation communiste de tous les ouvriers peut être parachevée au sein du régime actuel, c'est au fond croire à la démocratie bourgeoise.

Examinons maintenant la formule des apôtres de la révolution « purement économique » et « purement syndicale ».

Selon cette conception, le prolétariat syndicalement organisé jetterait bas d'un coup d'épaul le régime capitaliste et la société nouvelle soit tirait toute construite de l'ancienne, grâce au miracle d'un réseau d'organisations syndicales succédant à la bourgeoisie et immédiatement apte à diriger l'appareil de production capitaliste. Courtes luttes pour se débarrasser des capitalistes, puis plus de combats, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur. Pas besoin de dictature prolétarienne.

La Révolution cueillie comme un fruit mûr.

Une telle conception suppose qu'au moment de la Révolution le problème des classes moyennes et le problème paysan ont déjà disparu ; qu' dans tous les domaines de la production et de l'échange et dans le monde entier, la concentration capitaliste et la concentration prolétarienne sont totalement achevées et que l'organisation syndicale a pu approcher de la perfection au sein même du régime capitaliste.

La lutte des impérialismes rivaux se développant inégalement et procédant, quand le rapport de leurs forces a notablement varié, à un nouveau partage du monde par le moyen de la guerre, la coalition des impérialismes contre toute révolution ouvrière, les tentatives de corruption bourgeoise des organisations ouvrières couronnées de succès partiels, la répression dirigée contre ces organisations lorsqu'elles deviennent menaçantes pour le régime, tout cela qui est la vie, la réalité au cœur de laquelle nous sommes placés, tout cela disparaît aux yeux de nos syndicalistes purs devant la nécessité de bâtir sur les nuages de l'abstraction une théorie parfaite, suffisant à tout, suffisant à tout dans leur esprit seulement.

Une telle théorie implique non seulement la croyance en la démocratie bourgeoise, mais aussi la croyance à la possibilité de l'unification mondiale de la démocratie bourgeoise, conséquence de la croyance à l'unification mondiale du capitalisme. Nous retrouvons ici les bêtises de Kautsky et les sornettes de Martov.

La thèse syndicaliste pure tend à rejoindre le menchevisme. Et c'est au nom de la Révolution parfaite : parfaite seulement par l'ajustement exact et logique de formules creuses, que menchevistes et syndicalistes purs combattent les Révolutions qui sont réalisées ou qui vont se réaliser sous leurs yeux, les Révolutions vivantes nées de la lutte, imparfaites comme la vie et palpitantes comme la lutte.

C'est par une étonnante contradiction que le tempérament combatif de nos ouvriers du bâtiment

peut s'accommoder de la vaine idéologie d'une Révolution « purement économique » et « purement syndicale ».

Les G.S.R., eux, veulent bien consentir à dire qu'ils sont pour l'I.S.R., à condition qu'elle soit bien polie, bien convenable et qu'elle use avec eux de belles manières ; ils veulent bien consentir à admettre qu'il y a une Internationale et des Partis communistes avec lesquels on ne peut pas renoncer à se compromettre de temps en temps, mais au fond leur conception est la même que celle des anarcho-syndicalistes.

A la doctrine nuageuse de ceux-ci, ils ajoutent seulement la confusion supplémentaire de leurs concessions verbales à l'I.S.R. en même temps qu'une certaine cohésion et une certaine habileté politicienne de Congrès, qualités éminemment social-démocrates.

Nous n'avons pas ici à sonder les reins et les cœurs. Nous ne nous soucions pas des intentions de Cazals, de Marie Guillot, de Colomer ou de Lacoïn.

Dirigeants anarchistes, dirigeants anarcho-syndicalistes, dirigeants des G.S.R., professent des doctrines qui impliquent la croyance à la démocratie bourgeoise et qui désarment le prolétariat en face de l'ennemi capitaliste.

La France commence seulement à devenir un pays d'industrie lourde et d'industrie concentrée. On n'y est pas, en règle générale, ouvrier de père en fils. L'ouvrier français vient dans beaucoup de cas de la petite paysannerie et y reste attaché par mille liens familiaux et sociaux. Sur le terrain de la petite propriété rurale germent principalement l'anarchie et la démocratie bourgeoise, qui sont en fait cousines germaines.

Dans le Nord, où vit une population ouvrière dense, constituée en un bloc de classe depuis plusieurs générations, on ne connaît guère l'anarchie, et la social-démocratie pour y garder son influence a besoin de ne pas quitter son masque parfait d'hypocrisie.

Les tendances de la minorité de Bourges reflètent avec des nuances diverses cette pénétration de la mentalité de la masse petite bourgeoise paysanne dans le mouvement ouvrier.

L'une des principales raisons du fédéralisme, c'est que souvent les ouvriers et les petits fonctionnaires issus de paysans veulent appliquer à leurs organisations l'idéal petit propriétaire. Ils veulent avoir leur syndicat à eux, comme le paysan veut être le maître de son champ.

Le développement de la grande industrie en France, l'ébranlement social consécutif à la guerre et qui détache l'élite des petits paysans de la croyance à la démocratie bourgeoise sont en train de changer tout cela.

La majorité d'esprit communiste qui s'est manifestée à Bourges exprime cette évolution.

En fait, les dirigeants de la minorité sont des réformistes, des social-démocrates, des menchevistes, des contre-révolutionnaires pour demain.

L'I.S.R. a eu raison de le marquer fortement et nous devons arracher à leur emprise les ouvriers qu'ils influencent encore.

Les chefs de la minorité sont divisés parce qu'il y a mille manières d'être réformiste, social-démocrate, mencheviste. Un seul chemin, celui de l'Internationale Communiste et de l'I.S.R. mène à la Révolution. Quand on s'égare, on n'est plus en fait un révolutionnaire.

Quand on fait des réserves sur la Révolution russe prise en bloc, ou quand on l'attaque, quand on dénonce le « bluff » de la Révolution allemande ; quand on dénigre une révolution qui s'efforce à monter vers la lumière de l'histoire, on est déjà contre-révolutionnaire. Et nous avons vu toutes les tendances de la minorité repousser la résolution de la majorité sur la Révolution allemande, malgré les explications si claires et l'appel si émouvant du délégué des Conseils d'usines d'Allemagne, en la personne duquel se manifestaient la famine, la misère, la souffrance et la volonté de libération du prolétariat frère d'outre-Rhin.

Les résultats du Congrès de Bourges auront une grande portée sur le mouvement ouvrier en France.

C'est le triomphe de l'esprit communiste qui, de plus en plus, anime la vie de la C. G. T. U. Communistes du Parti et communistes de la V. O. ont appris à se connaître, à s'estimer et à s'armer dans le travail et dans la lutte commune.

Pour avoir su contribuer à réaliser le bloc de tous ceux qu'animait l'esprit communiste, le Parti sort grandi de Bourges.

Certes, le Parti communiste est loin d'être parfait, mais sa conduite en avril 1924 montrera qu'il a rompu avec l'esprit basement électoraliste de la 2^e Internationale. Par son travail, par ses efforts, le Parti a montré qu'il est digne de la 3^e Internationale.

Parallèlement à l'I. S. R., c'est l'esprit communiste, ferme, clairvoyant, discipliné, mais débarrassé de tout sectarisme, qui a triomphé à Bourges.

Car la majorité a vaincu aussi parce qu'elle a donné vie au syndicalisme unitaire de masses.

La majorité de Bourges ne s'isole pas de la masse. Elle ouvre largement les portes de la C. G. T. U. à tous les ouvriers et leur donne le droit égal de s'organiser au grand jour en tendances, pourvu que chacun soit discipliné dans la lutte.

Le mouvement syndical est subordonné dans l'action à sa majorité. Il ne saurait y avoir d'autres règles. L'autonomie du syndicat par rapport aux autres organisations réside dans le fait que nul ne saurait être exclu ou diminué dans ses droits pour délit de tendance, que les décisions y sont prises par les organismes réguliers et que les assemblées générales et les Congrès peuvent toujours chasser de la direction toute tendance qui n'a pas bien servi le mouvement ouvrier.

La majorité de Bourges, certaine d'exprimer les nécessités de la lutte prolétarienne et les conditions du succès révolutionnaire est par là même certaine d'accroître la confiance que les syndiqués ont mise en elle.

Quel triste syndicalisme que celui de la minorité, tel qu'il s'est manifesté à Bourges ! Sabotage rageur de la discussion, impuissant six jours durant à entamer le bloc d'acier de la majorité, pour aboutir, en fin de Congrès, à étaler manœuvres mesquines et déloyales, contradictions et divisions, voilà le spectacle qu'a donné la minorité pendant le Congrès.

Demander la proportionnelle pour la Commission Exécutive, et quand la majorité répond : oui, se chicaner en plein Congrès et finir par la refuser, voilà, certes, un bien joli travail et bien profitable au prolétariat.

La minorité, qui voulait diriger la C. G. T. U., s'est montrée incapable de se diriger elle-même.

Pauvre petit syndicalisme étriqué, celui qui brime ses adversaires, qui, majorité, établit contre une autre tendance le délit d'opinion et prétend réduire les communistes au rôle de syndiqués de deuxième zone, de syndiqués diminués ; qui, minorité, proclame, par un singulier souci d'unité, l'insurrection contre la majorité et pratique envers elle le chantage à la scission.

On ne voit pas bien les masses ouvrières affluant vers ce misérable syndicalisme d'anarcho-subordonneurs, d'anarcho-subordonneurs qui — s'ils sont ennemis de la dictature du prolétariat — pratiquent contre des ouvriers, syndiqués comme eux, la dictature de la trique.

Après la victoire de Bourges, le mouvement syndical voit s'ouvrir devant lui de larges perspectives.

Perfectionnement et renforcement de l'organisation intérieure, agitation en vue d'aboutir à la création de Conseils d'usines appelant à la lutte sur le lieu même du travail de nouvelles masses ouvrières, agitation et lutte pour les revendica-

tions immédiates : huit heures, salaires, assurances sociales, agitation et lutte contre la guerre, contre l'impérialisme et pour la Révolution allemande, entraînement des masses unies vers leurs propres luttes libératrices.

Et pour atteindre ces buts, efforts puissants vers l'unité, non pas vers un semblant d'unité qui désagrègerait la C. G. T. U. au bénéfice des réformistes tout en maintenant en réalité la division organique des forces syndicales, mais par tous les moyens variés qu'on pourra imaginer pour la préparer, unité large de la base au sommet de toutes les forces syndicales groupées dans la C. G. T. U. et dans la C. G. T.

Non seulement le mouvement syndical français ne sort pas brisé du Congrès de Bourges, mais, comme l'affirme l'Union des Syndicats de la Seine, la C. G. T. U. sort grandie de la bataille.

Grandie et plus forte. Dans l'I. S. R. et auprès de l'Internationale Communiste aux mains du prolétariat international, elle est une arme dont la bourgeoisie française et la bourgeoisie allemande sentiront les coups.

Albert TREINT.

Sur le gouvernement ouvrier et paysan

Dans le numéro 48 du *Bulletin*, nous avons cité des chiffres concernant les diverses couches de la population paysanne en France et constaté que le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est de la plus haute portée.

Mais comment le Parti communiste va-t-il populariser ce mot d'ordre ? Comment y rallier la masse des ouvriers agricoles et des paysans pauvres ? Pour les y intéresser, il faut disposer d'un programme de revendications concrètes et tracer le tableau des changements sociaux qu'apportera la révolution prolétarienne en faveur des pauvres de la campagne : il s'agit de concrétiser l'idée.

Notre position vis-à-vis des *ouvriers agricoles* est très simple, pareille à celle que nous avons toujours prise en face des ouvriers industriels : les aider à constituer des syndicats pour la défense de leurs intérêts ; les inviter à se joindre aux prolétaires industriels dans leur parti politique et à lutter avec eux pour la révolution sociale.

Personne ne conteste la nécessité urgente de cette propagande, et nous n'avons pas besoin d'en parler longuement. Il incombe aux fédérations syndicales intéressées, à la C.G.T.U. et aux commissions syndicales du Parti de discuter et de fixer les détails de ce travail de propagande et d'organisation. Nous attirons l'attention des camarades particulièrement sur les revendications formulées dans le programme agricole du 4^e Congrès mondial.

Il est moins aisé de formuler des revendications concrètes en faveur des *petits cultivateurs propriétaires*.

Malheureusement, toute amélioration visant à apporter une aide aux petits paysans comme tels, risque de tourner en protection de la *propriété agricole*, en augmentation de la rente foncière, et non pas en protection de la personnalité du *travailleur agricole*.

Pour nous en rendre compte, jetons un coup d'œil sur les programmes agraires des anciens Partis socialistes. A cet effet, il est intéressant de relire la critique que Frédéric Engels a fait du programme agricole du Parti ouvrier français (1894). Ce programme demandait, dans son article 12 : « Abaissement des tarifs de transports pour les engrais, les machines et les produits agricoles ». Là-dessus, Engels répond d'une façon laconique : « Est réalisé dans une large mesure en Allemagne, et cela surtout dans l'intérêt des gros propriétaires ».

Dans l'article 16, il est dit : « Mise à l'étude immédiate d'un plan de travaux publics, ayant pour objet l'amélioration du sol et le développement de la production agricole ». Engels répond : « Tout cela reste dans l'immense champ du vague et des belles promesses et profite avant tout aux intérêts de la grande propriété ».

Un troisième exemple. L'article 11 du programme dit : « Réduction du taux légal et conventionnel de l'intérêt de l'argent ». Engels répond : « Donc, nouvelle loi contre l'usure, nouvelle tentative pour procéder à des mesures policières qui, depuis deux mille ans, ont toujours échoué. Quand le petit paysan se trouve dans une telle situation qu'il juge inévitable l'appel à l'usurier, celui-ci trouve toujours un moyen de l'exploiter sans être pris dans le filet de la loi. Une telle mesure peut tout au plus endormir la méfiance du petit paysan vis-à-vis de l'usurier, mais elle ne lui apporte aucun avantage : tout au contraire, elle l'empêche de trouver du crédit juste au moment où il en a le plus besoin ».

Ce programme du P. O. F. contient encore nombre d'autres revendications immédiates qui sont toutes, ou des mesures ne profitant pas particulièrement aux paysans et n'étant donc pas de nature à marquer le caractère agricole du programme (abolition de tous les impôts indirects et transformation des impôts directs en un impôt progres-

sif, service gratuit de médecine, etc.), ou alors des mesures inefficaces (comme celles que critiquait Engels), ou, enfin, très insignifiantes pour le paysan pauvre (cours gratuits d'agronomie et champs d'expérimentation agricole).

La faute du P. O. F. était de vouloir gagner la sympathie des paysans et les faire voter pour ses candidats, en leur promettant la protection de leur propriété ; il voulait les aider en tant que petits cultivateurs *propriétaires*. Ce qui est économiquement impossible.

Nous avons cité ces passages du programme du P. O. F. parce qu'il est un exemple typique d'une attitude petite-bourgeoise dans la question agraire et — pourrait-on dire — d'une mauvaise interprétation du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan.

Au moment de la scission de Tours, le Parti socialiste n'avait pas encore évolué au delà du Parti critiqué par Engels. En 1919, il demandait à l'Etat un milliard de francs « pour la réorganisation de notre agriculture ». « Donnez aux paysans des engrais, des machines », s'écriait-on, sans s'apercevoir que toutes les subventions de l'Etat, toutes les primes, participations à l'amélioration des terres aboutissent fatalement à une protection de la propriété, en délaissant la personnalité du *travailleur*.

Dans sa résolution sur le gouvernement ouvrier et paysan, l'Exécutif Elargi attire l'attention des camarades sur un point particulier : « En soutenant énergiquement le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, l'Exécutif recommande aux Partis communistes de ne pas oublier les dangers qu'entraînerait une application erronée de ce mot d'ordre... Les deux dangers les plus évidents, liés au mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, sont les suivants :

« 1° Il est à craindre que les Partis qui n'ont pas passé par une école marxiste suffisante n'interprètent ce mot d'ordre dans l'esprit des socialistes-révolutionnaires russes, c'est-à-dire du « socialisme » petit-bourgeois qui considère toute la paysannerie comme une masse compacte et ferme les yeux sur l'existence de groupements divers et opposés au sein de cette masse ».

C'est bien le cas du programme du P.O.F. qui ne souffle mot des « groupements divers et opposés » sur lesquels nous avons donné les chiffres nécessaires dans le *Bulletin*.

Il faut que nous nous gardions bien de tomber dans la même erreur. Un camarade faisant de la propagande parmi les paysans et ne connaissant pas à fond la question agraire risque facilement de dévier du bon chemin, quand le paysan — désireux de maintenir et d'améliorer sa situation de petit cultivateur sans attendre la révolution — pose à notre camarade cette question : Comment le Parti communiste entend-il porter une aide immédiate et efficace au petit cultivateur ?

Etant données les conditions économiques dans lesquelles se trouve le petit paysan, il est difficile de dresser un programme agraire qui l'intéresserait sérieusement et de se garder des erreurs du programme agraire du P. O. F.

Nous essayerons de formuler les mots d'ordre qui auront la double qualité de ne pas être en contradiction avec l'évolution économique et d'apporter une aide efficace au paysan pauvre, non pas au propriétaire, mais au travailleur.

Mais avant de traiter ce problème nous devons nous attacher à caractériser brièvement la poli-

tique agraire de la bourgeoisie des pays de l'Europe occidentale.

Là, toute la politique bourgeoise est orientée vers le *protectionnisme*, vers une augmentation du prix des produits agricoles. Dans les pays où la bourgeoisie se sent de plus en plus menacée par le prolétariat, elle essaie de lier à son Etat la masse des paysans, voyant en eux le seul soutien de son régime.

Quel est pour les divers groupements de la population paysanne l'effet définitif et inévitable de cette politique ?

Seuls les paysans vendant au marché plus qu'ils n'y achètent profitent de l'augmentation du prix des produits agricoles.

Or, nous avons constaté qu'il y a en France 2.087.851 *exploitations infimes* d'une étendue moyenne de 0,58 hectares. Evidemment, on n'apporte pas grand chose au marché quand on ne dispose que d'un aussi piètre lopin de terre, mais on est obligé d'aller y chercher quantité de denrées alimentaires : le pain, la viande, la farine, le lait, etc. Par conséquent, ces paysans n'ont qu'à perdre à la politique de protectionnisme et d'augmentation des prix des produits agricoles.

La situation n'est guère meilleure pour les 2 millions et demi de *petits paysans* possédant en moyenne 4 hectares 1/2 de terre. Ils vendent en général juste autant qu'ils ont à acheter en produits agricoles, et ne profitent pas du protectionnisme, bien qu'ils en soient moins atteints que la catégorie précédente.

Les *métayers* ne travaillant toujours qu'un champ très restreint, ne peuvent, naturellement, approuver la politique agraire bourgeoise. Ne disposant que de la moitié de la récolte, ils ne peuvent apporter grand chose au marché après avoir nourri leurs familles.

Parmi les *fermiers* il y en a qui font travailler des terres assez étendues pour profiter passagèrement de la hausse des prix des produits agricoles, et nous n'avons pas à nous apitoyer sur eux.

Mais à côté d'eux, il y a une grande quantité de *petits fermiers*. Ceux-ci n'ont pas tellement de produits agricoles à vendre qu'ils puissent profiter d'un prix élevé. C'est au moment où le fermage est à renouveler, où le propriétaire leur augmente ce fermage, qu'ils s'aperçoivent que l'augmentation des prix des produits agricoles entraîne fatalement une augmentation proportionnelle des baux de fermage. Cet accroissement des charges du petit fermier est d'autant plus sensible qu'en calculant le montant du fermage, le propriétaire ne tient pas seulement compte des prix élevés du moment, mais aussi des prix élevés de l'avenir, surtout dans une période d'augmentation constante du prix des produits agricoles.

Les *métayers* et les *fermiers* forment 20 % de toute la population agricole en France.

Il ne reste donc que les *grands* et *moyens cultivateurs* qui tirent profit de la politique protectionniste, au détriment des ouvriers des villes et des campagnes et des paysans pauvres.

Dans un dernier article, nous parlerons des revendications immédiates et des changements qu'entraînera la révolution prolétarienne dans le domaine de l'agriculture.

H. BOREL.

Quelques pensées sur Plekhanov

La guerre a fait le bilan du socialisme de toute une époque et en a pesé les chefs dans sa balance. Parmi ces derniers, elle a impitoyablement rejeté Plékhanov. C'était un homme éminent. Il est douloureux de songer que toute la jeune génération prolétarienne qui a adhéré au mouvement depuis 1914 ne connaît de Plékhanov que le protecteur des Alexinsky, le collaborateur des Avxentiev, l'émule de Brechkovskaia, c'est-à-dire le Plékhanov de la décadence, le Plékhanov du patriotisme. C'était un homme éminent. Et c'est une grande figure dans l'histoire de la pensée sociale russe.

Plékhanov n'a pas créé la théorie du matérialisme historique, il ne l'a pas enrichie de nouvelles conquêtes scientifiques. Mais il l'a introduite dans la vie russe. Et c'est là un immense mérite. Il fallait vaincre les préjugés du « révolutionnarisme » primitif de la classe intellectuelle russe, présomptueuse dans son état arriéré. Plékhanov « nationalisa » la théorie marxiste et, par là même, dénationalisa la pensée révolutionnaire russe. Avec Plékhanov, elle parla pour la première fois la langue de la science véritable, se rattacha au mouvement ouvrier mondial, découvrit à la révolution russe ses possibilités et ses perspectives réelles et leur trouva une base dans les lois objectives du développement économique.

Plékhanov ne créa pas la dialectique matérialiste, mais il en fut le champion convaincu, ardent et brillant en Russie depuis 1880. Or, pour cela, il fallait de la perspicacité, une vision large et une grande hardiesse de pensée. A ces qualités, Plékhanov joignait le talent d'expression et l'art de l'humour. Le premier chevalier russe du marxisme joua à merveille de l'épée. Que de blessures, mortelles parfois, il porta à ses adversaires, et en particulier à l'Épigone du mouvement des *Narodniki*, Mikhaïlovsky ! Pour bien apprécier la force de sa pensée, il faudrait avoir une idée de l'atmosphère de préjugés subjectivistes, idéalistes et autres qui régnait alors dans les cercles radicaux de la Russie et de l'émigration russe. Or, ces cercles représentaient ce que la Russie avait produit de plus révolutionnaire dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Le développement intellectuel de la jeunesse ouvrière de l'époque actuelle suit, par bonheur, une toute autre voie. Un abîme nous sépare de l'époque où se déroulaient les péripéties du duel Beltov-Mikhaïlovsky (1). Voilà pourquoi la forme des meilleures œuvres, c'est-à-dire des œuvres de polémique les plus bril-

lantes de Plékhanov, a vieilli comme celle de l'Anti-Düring d'Engels. Les points de vue de Plékhanov sont infiniment plus compréhensibles aux ouvriers d'aujourd'hui que ceux qu'il combat. Aussi le lecteur doit-il dépenser beaucoup plus d'attention et d'imagination pour se représenter les conceptions des *Narodniki* et des subjectivistes que pour comprendre la force et la justesse des coups de Plékhanov. Voilà pourquoi les livres de Plékhanov ne peuvent maintenant atteindre une grande diffusion. Mais tout marxiste désireux d'élargir son horizon philosophique aura inévitablement recours à la source de la pensée marxiste en Russie, à Plékhanov. Pour cela, il lui faudra, tâche difficile, se transporter dans l'atmosphère idéologique du mouvement radical russe de 1860 à 1890. Mais il sera récompensé de ses efforts par le développement de son horizon et par la jouissance esthétique que donne le spectacle de la pensée précise, lumineuse, en lutte contre les préjugés, la routine et la bêtise.

Quoique fortement influencé par les écrivains français, Plékhanov, publiciste, procède directement de l'ancienne école russe (Bélinisky, Herzen, Tchernichevsky). Il avait la manière large, ne craignait pas les digressions, les citations, les plaisanteries propres à amuser le lecteur. A notre époque où l'on vise à la concision, où les abréviations font fureur, la manière de Plékhanov paraît désuète. Mais elle reflète toute une époque et est, dans son genre, excellente. Néanmoins l'école française a mis son empreinte sur Plékhanov, qu'elle a habitué à l'exactitude des formules et à la clarté de l'exposition.

En Plékhanov, l'orateur avait les qualités, comme aussi les défauts de l'écrivain. Les œuvres, même historiques, de Jaurès donnent l'impression d'un discours ; quand Plékhanov parle, on sent l'écrivain. C'est pourquoi les livres de Jaurès fatiguent par leur éloquence continue, alors que les discours de Plékhanov donnent fréquemment l'impression de bons articles.

Plékhanov excellait dans les disputes théoriques auxquelles se sont complues des générations entières d'intellectuels révolutionnaires russes. C'est dans les discours purement politiques destinés à amener l'auditoire à une conclusion pratique, à l'animer d'une volonté unique, qu'il était le plus faible. Il était alors observateur, critique ou publiciste, mais jamais chef. Sa destinée l'empêchait de s'adresser directement à la masse, de l'appeler à l'action, de la conduire. Ses côtés faibles ont la même origine que ses mérites : il était un précurseur, le premier chevalier du marxisme en Russie.

Plékhanov, nous l'avons vu, n'a presque pas

(1) Sous le pseudonyme de Beltov, Plékhanov réussit, en 1895, à faire passer par la censure tsariste son pamphlet le meilleur, le plus brillant : « Du développement de la conception moniste de l'histoire. »

laissé de travaux susceptibles de former la nourriture courante de la classe ouvrière. Peut-être pourrait-on faire une exception pour *l'Histoire de la pensée sociale russe* ; mais cette œuvre est loin d'être irréprochable ; les tendances conciliatrices et patriotiques de Plékhanov de la dernière période en ont déjà sapé les fondements théoriques. Empêtré dans les contradictions irréductibles du social-patriotisme, Plékhanov, sans récuser la théorie de la lutte de classe commençait à chercher ailleurs des directives, qu'il croyait trouver, tantôt dans l'intérêt national, tantôt dans des principes éthiques abstraits. Dans ses derniers écrits, il fait des concessions monstrueuses à la morale normative, dont il s'efforce de faire le critérium de la politique (« Une guerre défensive est une guerre juste »). Dans son introduction à *l'Histoire de la pensée sociale russe*, il limite la lutte de classe, l'admet uniquement à l'intérieur du pays et la remplace par la solidarité nationale dans les rapports internationaux. (1). Ce n'est déjà plus du Marx, mais du Sombart. Seuls, ceux qui savent quelle lutte implacable Plékhanov mena durant des dizaines d'années contre l'idéalisme, en général, et la philosophie normative en particulier, contre l'école de Brentano et son falsificateur, le pseudo-marxiste Sombart, comprendront la profondeur de sa déchéance lorsqu'il tomba sous l'emprise de l'idéologie nationaliste et patriotique.

Mais cette déchéance était à prévoir : le malheur de Plékhanov, comme son mérite, vient de ce qu'il était un précurseur. Il n'était pas le chef du prolétariat agissant, il n'en était que l'annonciateur. Dans sa polémique, il défendait les méthodes du marxisme, mais il n'avait pas la possibilité de les appliquer. Malgré son très long séjour en Suisse, il était resté un émigrant russe typique. Le socialisme cantonal suisse, opportuniste et théoriquement faible, ne l'intéressait presque pas. Le parti russe n'existait pas. Ce qui en tenait lieu pour Plékhanov, c'était le cercle étroit de ses partisans du « Groupe de l'Emancipation du Travail », (Plékhanov, Axelrod, Zassoulitch et Deutsch, — ce dernier au baigneur). Plékhanov s'efforçait d'autant plus de consolider la base théorique et philosophique de sa position qu'il marquait de base politique. Observateur du mouvement ouvrier européen, il fermait fréquemment les yeux sur les compétitions mesquines, la pusillanimité, la compromission des partis socialistes, mais combattait inlassablement l'hérésie dans la littérature socialiste.

Ce déséquilibre entre la théorie et la pratique fut fatal à Plékhanov. Malgré ses connais-

sances doctrinales, il se trouva désemparé devant les grands événements politiques. Déjà, la révolution de 1905 l'avait pris au dépourvu. Ce brillant et profond théoricien du marxisme s'orientait au jugé dans les événements de la révolution, manquait d'assurance, se dérobaît, se refusait à toute réponse nette et tâchait de s'en tirer par des formules algébriques ou par des anecdotes spirituelles, qu'il affectionnait particulièrement.

Je vis pour la première fois Plékhanov vers la fin de 1902, alors qu'il terminait sa brillante campagne contre le mouvement des *Narodniki* et le révisionnisme (1) et qu'il allait avoir à faire face aux questions politiques de la révolution prochaine. En somme, c'était l'époque de la décadence qui commençait pour Plékhanov. Je n'eus qu'une fois l'occasion de voir et d'entendre Plékhanov dans toute sa force et sa gloire : c'était au 2^e Congrès du parti (juillet 1903), à Londres, à la commission du programme. Les représentants du groupe de la « Cause Ouvrière », Martynov et Akimov, ceux du Bund, Lieber et autres, et quelques délégués provinciaux cherchaient à introduire des amendements, pour la plupart inconsiderés et théoriquement erronés, au projet de programme du parti élaboré principalement par Plékhanov. Dans les débats, Plékhanov se surpassa et se montra implacable. A chaque question, même insignifiante, qui s'élevait, il déployait toutes les ressources de son extraordinaire érudition et obligeait les auditeurs et ses adversaires eux-mêmes à reconnaître que la question ne faisait que commencer là où ils la croyaient résolue. Ayant dans la tête une conception claire, scientifique, de son programme, sûr de lui, de ses connaissances, de sa force, une lueur joyeuse et ironique dans le regard, la moustache en pointe, le geste légèrement théâtral, mais vif et expressif, Plékhanov éblouissait les auditeurs de sa science et de son esprit incomparables. L'admiration était sur tous les visages ; toute l'assemblée, même ses adversaires, était suspendue à ses lèvres.

Dans les questions de tactique et d'organisation à ce même Congrès, Plékhanov fut beaucoup plus faible ; parfois même il semblait frappé d'impuissance, au point de laisser perplexes ceux-là mêmes qui venaient de l'admirer dans la discussion du programme.

Au Congrès international de Paris, en 1889, Plékhanov avait déjà déclaré que si la révolution triomphait en Russie, ce ne pourrait être que comme révolution ouvrière. Autrement dit, il n'y avait pas et il n'y aurait pas en Russie de démocratie bourgeoise révolutionnaire capable de remporter la victoire. Il en résultait que la révolution victorieuse ne pourrait se terminer que par la transmission du pouvoir aux mains du prolétariat. Néanmoins, Plékhanov reculait horrifié devant cette conclusion. Par là même, il renonçait pratique-

(1) « Le développement de toute société divisée en classes est déterminé par le développement de ces classes et par leurs rapports mutuels, c'est-à-dire, en premier lieu, par leur lutte les unes contre les autres pour la forme de l'organisation sociale intérieure, et en second lieu, par leur collaboration, plus ou moins amicale, quand il s'agit de la défense du pays contre les agressions extérieures. » (Plékhanov, *Histoire de la pensée sociale russe*, Moscou 1919, p. 11.)

(1) Théorie éclectique basée sur la révision du marxisme dans l'esprit opportuniste.

ment à ses anciens principes. Il n'en adopta pas de nouveaux. De là son impuissance politique, ses fluctuations, qui se terminèrent par sa chute dans l'abîme du patriotisme.

Pendant la guerre comme pendant la révolution, il ne resta plus aux disciples fidèles de Plékhanov qu'à le combattre sans merci.

Les partisans et les admirateurs, souvent inattendus et dépourvus de talent, du Plékhanov de la décadence ont rassemblé après sa mort dans une édition spéciale tout ce qu'il avait dit de plus erroné. Par là, ils n'ont fait

qu'aider à séparer le faux Plékhanov du véritable. Le grand Plékhanov nous appartient entièrement. Notre devoir est de restaurer sa physionomie morale et intellectuelle pour la jeune génération. Ces courtes lignes, évidemment, ne sauraient même être considérées comme le commencement de cette tâche. Or, il faut l'accomplir : elle est des plus intéressantes et des plus attachantes. Il est grand temps d'écrire sur Plékhanov un livre digne de lui.

L. TROTSKY.

25 avril 1922.

Les Racines du Bolchevisme en Russie

Le bolchevisme est depuis longtemps un phénomène international. Le mot se trouve dans tous les nouveaux dictionnaires encyclopédiques, même les plus « académiques » qui hésitent encore à reconnaître la parenté de l'homme et du singe. Ils mettent en doute la théorie de Darwin, mais ne doutent nullement de l'existence du bolchevisme dans le monde.

Fait caractéristique : ils ont à peu près oublié l'origine du mot. Ils traduisent « bolchevik » par « maximaliste ». Que les partisans de la majorité d'un congrès de socialistes russes aient un jour adopté ce nom, cela les intéresse aussi peu que l'étymologie de « whig » ou de « jacobin ». Aux historiens de faire, s'il leur plaît, des recherches là-dessus. Pour la société actuelle, le bolchevisme, c'est l'extrémisme, la tendance révolutionnaire par excellence, inaccessible aux compromis, foncièrement hostile à la conciliation. En un mot, c'est l'incarnation du mouvement ouvrier révolutionnaire opposé au « socialisme » pacifique de Scheidemann, Renaudel ou Vandervelde.

Mais ce phénomène mondial a surgi dans un pays et dans un peuple — ou dans un groupe de peuples — déterminés. Faire remonter directement le bolchevisme au communisme révolutionnaire de 1848 de Marx et d'Engels, serait faire violence à l'histoire. Le *Manifeste* et le bolchevisme contemporain sont séparés par un demi-siècle de mouvement ouvrier « pacifique », interrompu seulement par l'épisode de la Commune de Paris, alors que le bolchevisme russe et ses variétés sont, sous toutes les latitudes et les longitudes, reliés par un lien continu.

Au point de vue idéologique, le bolchevisme, évidemment, a sa source dans Marx ; mais la liaison historique réelle, c'est celle des rapports sociaux et non celle des idées, qui ne font que les refléter.

Il est inutile de nous étendre sur les rapports sociaux qui engendrent le bolchevisme universel. La guerre impérialiste, qui n'a pas provoqué directement la révolution socialiste mondiale — comme le déclarait autrefois inconsidérément Kautsky et comme nous l'espérions encore plus inconsidérément en 1917-1918 sur la foi de *« Le dernier »* — a cependant rapproché considérablement le moment de cette révolution. La haine de classe entre l'employeur et le salarié s'est accrue au

point de rendre à peu près impossible le développement « pacifique » du mouvement ouvrier. En outre — fait plus important encore — le prolétariat tout entier, dans ses couches les plus profondes et ses ramifications les plus éloignées, est entraîné maintenant dans ce mouvement. Il n'y a plus et il ne peut y avoir objectivement d'ouvrier « indifférent » ; ce n'est plus seulement l'avant-garde, mais toute la masse qui mène la lutte.

La preuve en est fournie entre autres par des événements qui, au premier abord, n'ont rien de révolutionnaire, comme la victoire du *Labour Party* aux élections anglaises. En Angleterre, le centre s'effrite. La cloison du libéralisme devient de plus en plus mince ; le salarié et l'entrepreneur sont face à face, les dents serrées, prêts à l'attaque et à la riposte. Les conciliateurs patentés, qui jusqu'à présent mènent le mouvement ouvrier, ont toutes les peines du monde à prévenir la collision. Peut-être l'ajourneront-ils quelque peu, mais elle aura lieu infailliblement.

Ce qui importe en l'occurrence, ce n'est pas la guerre elle-même, mais la tension formidable des rapports de classe qu'elle a provoqués. D'ailleurs ce fait pouvait avoir encore d'autres causes : par exemple, la pénétration extrêmement rapide du capitalisme dans un pays féodal.

La Russie de la fin du XVIII^e siècle ne connaissait d'autre capital que le capital commercial. Sous Catherine II, l'industrie n'existait pour ainsi dire pas. Or, cent ans plus tard, en 1891, la Russie, par le nombre des broches, occupait la première place en Europe (Russie : 6 millions, France : 5.040.000 ; Allemagne : 5 millions ; Autriche : 2.100.000, etc.). En 1900, pour la production de la fonte, elle dépassait de 200.000 tonnes la France, pays d'ancien capitalisme.

Il n'a fallu que cent ans au capitalisme russe pour franchir la voie que l'Europe Occidentale avait mis trois siècles à parcourir. L'importance révolutionnaire de ce fait avait été très bien saisie par Engels qui, en 1893, écrivait : « Etant donné que la Russie est le dernier grand pays envahi par l'industrie capitaliste et que la population rurale y est extrêmement nombreuse, il est à prévoir que le bouleversement provoqué par ce revirement économique sera beau-

coup plus fort que dans tout autre pays. La substitution d'une nouvelle classe de petits propriétaires à 500.000 seigneurs terriens et 80 millions de paysans ne peut s'effectuer sans des souffrances et des perturbations terribles ».

Engels parlait pour l'avenir. Mais, à ce moment déjà, la crise se faisait sentir par une série de symptômes. Herzen avait dit que la Russie ne serait jamais le pays du « juste milieu ». Mais bien avant que Herzen eût prononcé ces paroles, la Russie avait eu son premier programme politique « maximaliste ». En 1820 déjà, la gauche des *dékabristes*, dirigée par Pestel, avait arboré le mot d'ordre de l'abolition de l'autocratie, de l'instauration de la république démocratique et de la nationalisation du sol. En dépit de son idéologie petite-bourgeoise, Pestel comprenait parfaitement la liaison de la superstructure politique et de la base sociale ; il se rendait compte que la confiscation des majorats et le renversement du tsarisme étaient les deux aspects d'une seule et même catastrophe. L'avènement du capitalisme russe avait fait de ce petit-bourgeois, en uniforme de colonel, un marxiste bien avant le marxisme russe et Marx lui-même.

80 ans plus tard, la pensée de Pestel semblait aux non-marxistes incroyablement téméraire et utopique. Quand, en 1905, en plein épanouissement du régime tsariste, le bolchevisme proclama le mot d'ordre de la république démocratique les gens expérimentés haussèrent les épaules. La « république » quelle absurdité ! Si seulement l'on pouvait obtenir le suffrage universel comme en Allemagne ! Mais les bolcheviks de 1905 se souvenaient des paroles de Tchernychevsky : « On est d'autant moins exposé à se tromper dans ses calculs que l'on s'adonne moins à l'espoir ; le mieux est d'envisager modestement l'avenir ». Ils comprenaient parfaitement que la révolution en Russie donnerait ou le maximum de résultats ou rien. 1907 et 1917 ont successivement confirmé l'une et l'autre de ces prévisions.

De Pestel aux bolcheviks, chaque fois qu'une nouvelle conquête du capitalisme russe provoque un écho révolutionnaire, la note « maximaliste » se fait entendre. Vers 1860, lorsque le torrent du capitalisme balaie presque entièrement la féodalité, cette note résonne avec une netteté particulière.

Dans la proclamation de la *Jeune Russie*, (« Vive la république sociale et démocratique russe ! »), dans les projets socialistes (théoriques et pratiques) du cercle de Karakosov, comme dans l'intuition prophétique de Tkatchev de l'article 60 de la constitution soviétique (« Tous les droits appartiennent aux travailleurs ; hormis eux, personne ne peut avoir de droit ni d'importance »), c'est le même bolchevisme qui se reflète, plus « utopique » encore en 1860 qu'en 1905. 60 années se passent, et les prévisions des auteurs de la *Jeune Russie*, des partisans de Karakosov et de Tkatchev deviennent la réalité.

Fait extrêmement curieux : les tentatives minimalistes qui se manifestèrent parfois au cours du mouvement révolutionnaire échouèrent régulièrement en Russie malgré l'exemple de l'Occident. La tentative de Pétrachevsky de relever, en profitant des possibilités légales, les « classes éclairées », au moyen des assemblées de la noblesse et du « statut urbain » de 1846, échoua de même que les appels semi-légaux du *Grand-*

Russien à ces classes vers 1860. Et, lorsque l'héroïque *Narodnaïa Volia* eut la malencontreuse idée de rendre son programme plus « réalisable » en le raptissant dans le domaine social en faveur de ces mêmes « classes éclairées », elle fit complètementiasco. Le menchevisme ne fut jamais heureux en Russie — ce qui reste encore une énigme pour ses représentants actuels, étant donnée surtout l'influence de leurs confrères en Belgique ou en Allemagne. Le sol russe, apparemment, n'est pas favorable au menchevisme.

Cela tient-il à la nature russe elle-même ou à des facteurs plus généraux ? Engels a donné là-dessus une réponse définitive. Il s'est trompé seulement en appelant la Russie le « dernier » grand pays entré dans la voie du capitalisme. L'Extrême-Orient, la Chine et le Japon se sont engagés plus tard que nous dans cette voie. Et ils y ont avancé encore plus rapidement : le Japon, en 1860, était aussi arriéré que la Russie de Pierre le Grand ; maintenant, il est un des trois colosses impérialistes qui se partageront demain le monde. La Chine a conquis la république bourgeoise au stade de développement qu'avait atteint la Russie en 1860 — ce qui prouve, entre autres, combien peu utopiques étaient les espoirs de nos révolutionnaires d'alors. L'Inde est à la veille de sa première révolution. On le voit donc : toute une série de pays sont voués à la même évolution que la Russie, c'est-à-dire prédestinés au bolchevisme. Or, ces pays comptent au total plus d'un demi-milliard d'habitants, soit le tiers environ de la population de notre planète.

Que donnera cette avalanche bolcheviste quand elle croulera sur le monde ? Ne semblera-t-elle pas à ceux qui considèrent comme normale l'allure mencheviste du mouvement ouvrier d'Occident un épisode analogue aux journées de juin 1848 ou à la Commune de Paris ? L'histoire ne déclarera-t-elle pas que le type bolcheviste est la règle et tous les autres l'exception ? Et toutes nos petites mésaventures, toutes nos « retraites » et « manœuvres », ne disparaîtront-elles pas dans le flot de ce torrent irrésistible ?

M. POKROVSKY.

Vient de paraître :

ANNUAIRE DU TRAVAIL

Politique, Economique et Social

Un énorme volume de 750 pages
bourré de renseignements
sur le mouvement ouvrier mondial,
la Russie des Soviets
et le monde capitaliste après la guerre.

Prix 25 francs
Franco 27 francs

Librairie de « L'Humanité »

120, rue Lafayette, PARIS (X^e)

Les journées d'Octobre à Kiev

On parle toujours des épisodes de la révolution d'octobre à Petrograd et à Moscou, mais on ignore les péripéties de la lutte dans l'immense pays. C'est pourquoi nous publierons de temps en temps des récits et souvenirs des combattants de ces heures héroïques, fixant pour l'histoire le cours des événements à jamais mémorables dont l'Europe orientale fut le terrain, et nous efforcerons de donner une idée des « opérations révolutionnaires » telles qu'elles se déroulèrent en dehors des deux capitales.

A Petrograd et à Moscou, la lutte se déroulait ardente, le Congrès des Soviets s'emparait du pouvoir ; mais Kiev se taisait encore ; malgré l'effervescence, la masse des ouvriers et des soldats ne se décidait pas encore à l'insurrection ouverte.

Néanmoins, l'état-major de la circonscription militaire de Kiev sentait que cette insurrection était inévitable et commençait à s'y préparer en fortifiant secrètement les maisons des rues avoisinantes. Des armes étaient distribuées aux élèves des écoles militaires. La Rada Centrale convoquait le 3^e Congrès des troupes ukrainiennes qui, à l'exemple des cosaques, se constituaient en régiments indépendants.

Les agents mencheviks et socialistes-révolutionnaires déployaient une activité fiévreuse, s'introduisaient partout, observaient, écoutaient et créaient des « comités de sûreté ».

Nos partisans non plus ne dormaient pas. A la hâte, ils formaient une garde rouge, armaient les ouvriers et organisaient un « Comité Militaire Révolutionnaire » bolchevik.

Mais personne ne connaissait exactement les intentions de la Rada Centrale. Elle rusait, louvoyait, trompait tout le monde. Le 23 octobre, elle constitua un comité révolutionnaire unifié, auquel elle invita les représentants de tous les partis, y compris les bolcheviks. En même temps, elle entra secrètement en rapports avec nous en vue d'une intervention commune contre le régime Kérensky, promettant de mettre à notre disposition les troupes ukrainiennes.

Néanmoins, le 25 octobre au soir, la veille de la séance à laquelle le Soviet de Kiev devait résoudre la question du pouvoir dans la capitale de l'Ukraine, la Rada adressa à ses unités militaires un ordre spécial dans lequel, déclarant que les « Moscovites » manigançaient un coup de force réactionnaire, elle exhortait les soldats ukrainiens à garder la neutralité et à s'abstenir de toute participation aux événements.

C'était là une trahison manifeste. Le Comité de notre Parti y répondit en retirant ses représentants de la Rada et du Comité Révolutionnaire et en publiant le 26 octobre une proclamation (1) dans laquelle il flétrissait la Rada et invitait les ouvriers et les soldats ukrainiens à lui refuser obéissance.

Le 26 octobre au soir, s'ouvrit enfin la séance solennelle du Soviet des députés ouvriers et soldats qui devait décider la question du pouvoir.

La salle du théâtre Bergonier était bondée. Une vive effervescence régnait parmi l'assemblée. Les chauvinistes ukrainiens étaient furieux de notre proclamation. Grigoriev, président de la « Rada des députés des troupes ukrainiennes », fut particulièrement violent à notre égard. Nos camarades, et parmi eux Piatakov et Bakinski, ripostèrent énergiquement, quelques-uns en ukrainien. Les débats se prolongèrent et longtemps la victoire fut incertaine.

Mais les présidents des garnisons de Vinnitski et de Poltava viennent déclarer qu'ils sont pour le pouvoir soviétiste ; Bakinski et les représentants du 3^e corps sibérien offrent leur appui au Soviet ; le socialiste-révolutionnaire de gauche Koutouzov les soutient. L'assemblée commence à pencher en notre faveur.

Enfin le moment décisif du vote arrive.

Nous avons la victoire, la majorité a voté pour la résolution des bolcheviks. Le pouvoir soviétiste est proclamé à Kiev. Le nouveau Comité Révolutionnaire Militaire est composé presque entièrement de bolcheviks et de quelques s.-r. Le lendemain, ce Comité, dirigé par Piatakov, occupe l'ancien Palais du tsar sur la rue Alexandrovskaja et en fait sa base militaire. Le choix, il faut le dire, au point de vue stratégique, n'était pas heureux, car le Palais était découvert de tous les côtés.

Le Comité Révolutionnaire Militaire se mit à l'œuvre. Il importait de s'assurer de l'état d'esprit des unités ukrainiennes et, comme je parlais la langue du pays, je fus chargé, avec un social-démocrate ukrainien sympathisant aux bolcheviks, d'aller porter nos félicitations à la séance du Congrès des troupes de toute l'Ukraine. Le cirque était rempli de capotes grises, mais au Bureau brillaient les épaulettes dorées des officiers. Lorsque je demandai si les soldats ukrainiens étaient pour Kérenski ou Lenine, un cri unanime s'éleva : « Pour Lenine ! Pour Lénine (2) ! » Mais par des questions insidieuses sur l'attitude des bolcheviks envers la Rada Centrale, le Bureau réussit à indisposer l'assemblée contre nous ; je ne pus terminer mon discours ; quant à mon camarade, on ne le laissa même pas parler. Néanmoins, lorsque nous sortîmes dans les couloirs, nous fûmes entourés d'une foule compacte de soldats et de matelots promettant de soutenir les bolcheviks en cas d'insurrection armée. Toute la journée, des représentants de différentes unités ukrainiennes se présentèrent au Palais pour déclarer qu'ils reconnaissaient le Comité Révolutionnaire Militaire et qu'ils interviendraient sous sa direction, malgré la défense de la Rada. Mais ces unités, formées des débris de l'armée tsariste et composées de paysans restés jusque-là indifférents aux événements, ne pouvaient constituer un appui sérieux et ne nous furent pas, dans la suite, d'un grand secours.

Le Comité, il est vrai, ne put mener longtemps sa propagande. Le 28 octobre, la contre-révolution pre-

(1) C'était là la première proclamation bolcheviste en langue ukrainienne ; elle avait été rédigée sur l'ordre du Comité du parti de Kiev par l'auteur de ces lignes.

(2) Ce fait a été noté également par Chakraï (Skorovstanski) dans sa brochure sur la révolution en Ukraine.

nait les armes. Ce furent d'abord, dans la matinée, des rassemblements, des coups de feu isolés sur différents points de la ville, mais personne ne savait encore au juste de quoi il s'agissait. Dans l'après-midi, des élèves-officiers et des cosaques occupèrent les abords du Palais. La garde rouge, dirigée alors par des éléments soi-disant neutres et apolitiques, commença peu à peu à se disperser. Il ne resta au Palais que le Comité Révolutionnaire, le Comité du Parti et environ deux cents soldats du 148^e régiment d'infanterie territoriale de Voronège et du 3^e corps sibérien avec deux mitrailleuses (1). Chose étrange, le Comité des s.-r. ne quitta pas la chambre qu'il occupait dans le Palais.

Le soir, alors que le Palais était déjà entièrement cerné, arriva une délégation composée des représentants de la Rada, du Secrétariat Général, de la Douma municipale et des « partis pacifiques » : mencheviks, s.-r., Bund, etc. Nous comprimes alors pourquoi le Comité des s.-r. n'avait pas bougé du Palais. D'ailleurs il se posait en sauveur et déclarait que, grâce à lui, toute effusion de sang allait être évitée. La délégation nous somma de mettre bas les armes et de rendre le Palais et, sans demander la promesse de cesser notre lutte contre Kérenski, nous donna sa parole d'honneur que si nous acceptions nous pourrions sortir en toute liberté et aller où bon nous semblerait.

Notre Comité tint conseil. Le camarade Piatakov nous représenta qu'en acceptant les conditions qui nous étaient posées nous ne perdions en somme que 200 fusils, plus le Palais, qui d'ailleurs ne pouvait nous servir de base militaire et qu'il nous était impossible de défendre avec les forces insignifiantes dont nous disposions. Une fois libres, nous pourrions choisir une autre base, par exemple l'arsenal sur la Petcherska, et continuer la lutte.

Le cœur serré, nous nous résignâmes. Un détachement de 12 élèves-officiers entra dans le Palais pour y prendre nos armes. Quelle douleur de nous séparer de nos fusils et de constater notre premier insuccès !...

« Oui, vous avez mal choisi votre base — me disait le social-démocrate ukrainien Tkatchenko qui, en qualité de représentant de la Rada, assistait à la livraison des armes — vous auriez dû, comme autrefois Pierre le Grand, vous retrancher sur la Petcherska, qui domine la ville. »

Le conseil, hélas, arrivait trop tard.

Cependant, les élèves-officiers devenaient de plus en plus provocants : ils nous fouillaient, nous enlevaient, outre nos armes, différents objets et nous lançaient des plaisanteries injurieuses.

Soudain, avec des hurlements sauvages, une foule de cosaques, d'aspirants et d'officiers ivres fit irruption dans le Palais, détruisant tout sur son passage.

« Mort aux bolcheviks ! Mort à Piatakov ! »

On s'empara de Piatakov, on le traîna à l'étage supérieur et, après l'avoir enfermé dans une chambre, on discuta si on allait le pendre à une courroie

qui se trouvait là ou bien le tuer d'une autre façon.

Nous courûmes en haut...

« Rendez-nous le camarade Piatakov ! »

Mais nous étions désarmés : la foule furieuse se saisit de nous et nous poussa dans une autre chambre où, pour s'amuser, nos bourreaux se mirent à nous coucher en joue, à nous appuyer la pointe de leurs baïonnettes sur la poitrine, à brandir contre nous des bombes. Les officiers se faisaient particulièrement remarquer par leur férocité ; les simples cosaques étaient beaucoup plus humains. Pourtant un officier déclara que, « social-démocrate-menchevik », il ne permettrait pas que l'on nous fit violence.

Enfin, le « commandement » supérieur arriva : l'adjoint du commissaire du front sud-ouest, le docteur Grigoriev, que Kérenski lui-même avait envoyé avec la division tchéco-slovaque et les bataillons de choc, ainsi que le fameux « Ivan Ivanovitch » (Kiriënko).

La foule s'étant quelque peu calmée, Grigoriev nous dit :

« Puisque l'on vous a promis de vous laisser sortir librement du Palais, nous tiendrons parole, mais nous vous arrêterons tous dans vos logements : tel est l'ordre de Kérenski. En outre, sachez que la foule indignée vous attend en bas, dans la rue, et que vous allez être infailliblement lynchés. Si vous consentez de bon gré à vous laisser arrêter, nous vous conduirons à l'état-major sous la protection d'une garde sûre. »

Nous l'interrompîmes :

« A quoi bon cette comédie ? Ne sommes-nous pas déjà arrêtés ? »

Un détachement, sous la direction du général Trégoubov, nous conduisit alors à l'état-major de la circonscription militaire de Kiev, où nous passâmes trois jours sous la menace permanente d'un lynchage. Quelques personnes qui se trouvaient également au Palais, et parmi elles l'anarchiste Zouiev et la socialiste-révolutionnaire Lydia Sorkine, avaient, par solidarité, voulu être emmenées avec nous. Mais nous demandâmes leur libération immédiate et il ne resta que 14 membres ou agents du Comité Révolutionnaire Militaire arrêtés : les frères Piatakov, Zarnitzine, feu N. Lébédiév, Gamarnik, feu Kreisberg, Véra Boukhartséva, V. Védenski, feu Katchouriner, Ida et Dora Itkind, Bakinski, Itskovski et l'auteur de ces lignes.

Après s'être emparés du Palais, les élèves-officiers et les cosaques, ivres, l'avaient complètement saccagé. Ils y avaient tout détruit, non seulement dans la chambre n^o 9, où était installé notre Comité, mais dans les locaux de tous les partis, y compris ceux des partis petits-bourgeois et du Soviet des députés ouvriers et soldats. Lorsque l'on montra plus tard à un journaliste étranger des photographies de l'intérieur du Palais et qu'on lui demanda ce que cela représentait, il répondit sans hésiter :

« Les suites du tremblement de terre de Sicile... »

Mais il se produisit alors un de ces coups de théâtre si fréquents en Russie pendant la guerre civile.

Dès qu'ils apprirent l'arrestation de leurs chefs et la dispersion du Soviet, les ouvriers et les soldats

(1) Ces troupes n'avaient d'ailleurs personne pour les diriger, car leur chef, le camarade Pounkô, avait été arrêté par les cosaques en se rendant au Palais.

de Kiev se soulevèrent. Pour les entraîner, il ne fut pas besoin de meetings ni de proclamations. Ceux-là mêmes qui étaient auparavant les plus apathiques s'émurent et prirent les armes. Les masses formèrent un nouveau Comité Révolutionnaire. Militaire qui réussit à entrer en liaison avec les prisonniers.

« Sacha Gorvitz fait du bon travail », me dit Piatakov, lorsque les premières nouvelles de l'insurrection nous parvinrent dans notre cellule.

Le mouvement était parti des unités militaires qui comptaient le plus d'ouvriers : le 3^e détachement du parc d'aviation, le bataillon des sapeurs, la compagnie des télégraphistes, les 146^e et 147^e régiments d'infanterie territoriale de Voronège. Bientôt nous apprimes (1) que nous avions pour nous 40.000 baïonnettes alors que Kérénsky disposait à peine de 20.000 hommes.

Cependant, les rues de Kiev étaient le théâtre de combats acharnés ; des tranchées se creusaient, des barricades s'élevaient ; partout, on entendait l'explosion des grenades à main et le crépitement des mitrailleuses.

Instruits par notre expérience, les ouvriers et les soldats insurgés avaient choisi comme base l'arsenal de la Petcherska. A maintes reprises, les élèves-officiers et les cosaques tentèrent de le prendre d'assaut, mais durant trois jours les insurgés repoussèrent toutes les attaques et firent d'audacieuses sorties.

Kérénski avait mobilisé l'élite de ses troupes, les chevaliers de l'ordre de Saint-Georges et les stu-

dians et envoyé spécialement du front une division de choc sous le commandement de Mazourenko.

Mais ses efforts furent vains.

Le feu de notre artillerie, installée sur la Slobodka, détruisit une partie de l'Ecole Militaire Constantin et sema la panique parmi les partisans de Kérénski. Ces derniers, d'ailleurs, commencèrent à lâcher pied à la nouvelle que plusieurs unités ukraïennes avaient passé de notre côté. Néanmoins, je le répète, la participation des troupes ukraïennes à l'insurrection fut insignifiante, comme le montre le chiffre des pertes : armée de Kérénski, 400 hommes ; bolcheviks, 19 ; unités ukraïennes, 1. La grève générale contribua également beaucoup à affaiblir le moral de nos adversaires : durant plusieurs jours, la ville fut privée de lumière, d'eau, de pain et de communications. Les défenseurs de l'arsenal étaient ravitaillés par les ouvriers et particulièrement par le syndicat des boulangers.

Dans la soirée du 31 octobre, la victoire se décida définitivement pour le Soviet. Nous fûmes échangés contre des aspirants et des officiers capturés par nos camarades.

Ainsi se termina l'insurrection d'Octobre à Kiev. Mais le prolétariat et les paysans ukraïens eurent encore à soutenir une lutte longue et acharnée avant de pouvoir instaurer définitivement dans leur pays le pouvoir des Soviets.

I. KOULIK.

(1) Je ne réponds pas de l'exactitude des chiffres.

DISCUSSIONS

Programme et tactique du Parti

Au moment où l'Internationale Communiste et la plupart de ses sections nationales élaborent leur programme, il est nécessaire de mettre en relief les différences fondamentales existant entre ces programmes communistes et les anciens programmes social-démocrates, dont le plus connu a été le programme d'Erfurt.

Les anciens programmes socialistes se divisaient en deux parties : programme maximum, programme minimum. Le second devant être réalisé avant la prise du pouvoir et le premier après.

On pourrait peut-être introduire la même subdivision dans le programme des Partis communistes, la première partie devant traiter de la lutte pour les revendications quotidiennes avant la prise du pouvoir, la seconde, du travail à accomplir dans la période de dictature. Néanmoins, ce serait une hérésie que d'assimiler le programme des revendications partielles d'un Parti communiste à l'ancien programme minimum. Leur sens profond est tout autre devant la situation historique différente.

Le programme minimum socialiste était, en effet, formé dans la période où le capitalisme n'était pas arrivé au degré final de sa maturité.

Le marxisme estimant que la Révolution sociale est une impossibilité avant que le capitalisme n'arrive à sa maturité complète, les revendications du programme minimum devaient objec-

tivement servir à accélérer le développement de celui-là et avancer l'heure de sa maturité. D'autre part, la lutte pour ces revendications devait grouper et éduquer les masses ouvrières. Pour cette raison, les revendications du programme minimum ne pouvaient revêtir un caractère volontaire ou accidentel (1).

De même que le programme maximum était formulé selon la doctrine marxiste, non parce que tel était le bon vouloir des socialistes, mais parce que le développement du capitalisme et des antagonismes de classe devait inéluctablement conduire à sa réalisation ; de même, les revendications du programme minimum marquaient les étapes du développement du capitalisme avant que celui-ci n'arrivât à l'anogée de son développement. C'étaient des revendications bien déterminées sur la ligne du développement historique dont le Parti socialiste guidait le succès.

D'autre part, le développement du capitalisme s'accomplissant dans une stabilité relative, les revendications du programme minimum pouvaient aussi présenter un caractère de stabilité et de durée.

Aujourd'hui, la situation est toute différente ;

(1) L'auteur sera probablement seul à comprendre sa pensée exprimée sous cette forme. Il serait bon qu'à l'avenir il recoure à une expression intelligible pour tous. — V.D.L.R.

le capitalisme est non seulement mûr, mais trop mûr, selon l'expression de Clara Zetkin, pour le socialisme.

Le seul obstacle s'opposant à la prise du pouvoir est la mentalité encore non révolutionnaire des masses ouvrières.

En un mot, s'il est sûr que la situation objective est mûre, d'autre part il est non moins certain que les masses ouvrières ne suivraient pas le Parti si celui-ci s'adressait à elles avec pour tout programme le mot d'ordre de la prise du pouvoir et de la Révolution sociale.

Si la masse ne veut pas se mettre en lutte pour le communisme, elle le fera pour les salaires, la vie chère, etc.

C'est là la situation qui crée la nécessité d'un programme de revendications immédiates du Parti communiste. Cependant, on peut aborder cette question de plusieurs façons.

Le communiste tchèque Smeral a défendu, par exemple, le point de vue suivant : l'Etat capitaliste est tellement délabré qu'il est incapable de faire des concessions notables à la classe ouvrière.

Prenons le programme des revendications ouvrières dans son entier, c'est-à-dire « le cent pour cent » ; il est évident que ce programme est irréalisable avec le maintien de l'Etat capitaliste ; mais ne prenons qu'une partie de ces revendications, par exemple « le dix pour cent », à cause du délabrement de l'économie capitaliste, il sera tout aussi irréalisable ; mais il y a encore de larges couches ouvrières qui se désolent du « cent pour cent », c'est-à-dire du programme communiste : la majorité de la classe ouvrière sera unanime dans la lutte pour le « dix pour cent », et puisque son obtention est impossible, la lutte engagée autour suffira pour faire sauter l'édifice capitaliste.

En conclusion, ne mettons pas toujours en avant la totalité de notre programme car ceci pourrait éloigner de nous les couches prolétariennes arriérées. Un point de vue quelque peu analogue fut en France défendu par Treint.

Nous ne partageons pas ce point de vue. D'une part, parce qu'on sous-estime souvent la souplesse et la résistance de l'Etat capitaliste qui peut fort bien céder sur un point, quitte à se rattraper sur un autre et d'autre part, parce que cette façon de concevoir les choses influe sur la tactique du Parti. Si le triomphe de la lutte pour quelques revendications fait sauter l'édifice capitaliste, on concentre tous ses efforts pour la lutte autour de ces revendications, et par cela même on la rétrécit.

La lutte pour les revendications partielles doit avoir les buts suivants : la mobilisation des masses et leur entrée dans une action directe, ce qui est toujours révolutionnaire même si l'objectif est momentanément réduit ; la création, en face des rouages de l'Etat capitaliste, d'organes émanant des masses prolétariennes dont l'exemple le plus typique est constitué par les Comités d'usine et qui par leur existence sapent les bases du régime actuel ; et enfin, l'éducation des masses ouvrières au cours de l'action qui, seule, peut les préparer à la prise du pouvoir, puis à la gestion de l'Etat ouvrier — éducation qui est impossible sans que les communistes soumettent la valeur des réformes en question à une critique violente, et sans qu'ils opposent le programme communiste à tous les palliatifs préconisés par la petite bourgeoisie et les socialistes.

Nous vivons aujourd'hui dans une période tran-

sitoire. Les convulsions de l'Etat capitaliste se succèdent sans trêve avec une vitesse vertigineuse. La mentalité de la masse manifeste aussi des revirements subits et les programmes communistes ne peuvent plus présenter le caractère de stabilité et de longévité qui était le propre des programmes socialistes d'avant-guerre.

Dans leur lutte pour les revendications immédiates, les communistes se rencontrent sur le terrain ouvrier avec les socialistes.

Quelle doit être leur attitude envers ceux-ci ? Lénine et Zinoviev, dans une série d'écrits, ont fait l'analyse sociale du réformisme et de l'opportuniste. Ils ont démontré qu'entre le communisme et le réformisme il y a non pas une différence d'école, mais les antagonismes de deux couches sociales différentes ; c'est la politique impérialiste des grands Etats capitalistes qui, grâce aux rapines dans les colonies a contribué à contaminer le prolétariat et à créer une couche d'aristocratie ouvrière intéressée à la prospérité et à la puissance de son Etat capitaliste.

Nous aurons encore l'occasion de revenir sur ce sujet, mais signalons dès maintenant que l'absence d'une telle analyse constitue une grave lacune dans le projet de préambule pour le programme du Parti proposé par Amédée Dunois.

Ces considérations revêtent une importance si l'on envisage les méthodes d'application de la tactique du front unique.

En France, cette tactique aurait dû rencontrer une plus large compréhension qu'ailleurs, puisque l'on a discuté là-dessus toute une année. Il n'en est malheureusement pas ainsi, la discussion ayant trop souvent porté sur la forme et non pas sur le sens profond de cette tactique.

Dans la tactique du front unique, on s'adresse toujours aux masses qui suivent les réformistes. Si quelquefois on passe par l'intermédiaire des chefs, ce n'est qu'un mal nécessaire. Les réformistes possèdent encore de l'influence sur une partie de la classe ouvrière dont les intérêts concordent avec ceux du communisme, mais les intérêts de l'état-major réformiste sont absolument contraires au communisme, c'est pourquoi les réformistes ne cèdent que sous la pression de leurs masses tout en essayant de faire avorter l'action.

Pour cette raison, il est toujours puéril d'essayer de convaincre les réformistes ou de les amadouer par l'arrêt des polémiques et par des formules de politesse. D'autre part, les communistes s'imaginent trop souvent qu'ils ne peuvent entreprendre d'action sans la participation des réformistes et, sous-estimant leurs forces, ils essaient de régler leur conduite sur celle d'une « gauche réformiste » toujours prête à trahir. Les dangers d'une telle tactique apparaissent nettement lorsqu'on examine les derniers événements d'Allemagne.

Les communistes doivent se pénétrer de l'idée qu'ils sont les seuls à pouvoir guider les masses dans les batailles, se conduire de sorte qu'après chaque action le Parti communiste se trouve renforcé dans l'esprit des masses.

Pour ces raisons, il est indispensable que l'initiative de l'action sorte de leur sein comme aussi les hommes qui sont à la pointe du combat.

Enfin, à chaque moment, il faut qu'ils aient présente à l'esprit cette phrase de Zinoviev : « Aucun front unique, aucun gouvernement ouvrier ne saurait escamoter la Révolution. »

J. DURET.

Le Socialisme et l'Agriculture

Position du problème

« La question agraire est la plus complexe qu'il y ait à résoudre le socialisme international », écrivait, il y a vingt-cinq ans, H. Lagardelle.

En effet. Si le problème du passage des méthodes de production capitalistes aux méthodes de production communistes dans l'industrie présente des difficultés considérables, il est facile d'estimer celles que présente ce même problème, en ce qui concerne l'agriculture. C'est que nous n'avons pas là les conditions qui permettent le passage direct de la production capitaliste à la production socialiste. Peu ou point de concentration du travail, une production morcelée à l'infini, une technique arriérée et même souvent tout à fait primitive ; telles sont, actuellement, dans la plupart des pays capitalistes, les formes de la production agricole. N'est-ce pas, dans ces conditions, une utopie que de vouloir introduire le socialisme dans l'agriculture ?

C'est ce qu'ont pensé un grand nombre de théoriciens « socialistes ». Leur thèse est la contrepartie absolue des idées de Marx sur la matière. Marx avait affirmé que l'évolution des formes économiques se poursuit de la même façon dans l'industrie que dans l'agriculture, et que les raisons qui poussent à la concentration des entreprises dans l'industrie valent également dans l'agriculture et entraînent les mêmes conséquences : décomposition des formes de production familiale, expropriation des producteurs indépendants, prolétarianisation des classes moyennes, séparation du travail et des instruments de travail, etc.

Le résultat est donc le même que dans l'industrie : substitution progressive des formes d'exploitation collective aux formes d'exploitation individuelle. Au terme de ce développement, le socialisme résoudra l'antagonisme existant entre les formes collectives de la production et les formes individuelles de l'appropriation, en procédant à la socialisation des moyens de production agricole, et à l'organisation de formes d'exploitation collective du sol. Ce processus est inévitable ; rien au monde ne pourra l'arrêter. C'est pourquoi les paysans, avec leurs formes de production arriérée, constituent une classe condamnée à disparaître.

Cette façon d'envisager le développement de la production agricole était également celle d'Engels et de tous les marxistes d'Allemagne et de Russie. Mais elle fut contredite par un certain nombre de théoriciens « socialistes », qui mirent en doute l'existence de la loi, affirmée par Marx, de l'évolution des formes d'exploitation individuelle aux formes d'exploitation collective dans l'agriculture, ainsi que la supériorité de la grande culture sur la petite. Tel est le point de vue qui fut défendu, non seulement par tous les économistes bourgeois à partir de 1850, mais aussi par les proudhoniens, qui l'avaient soutenu auparavant au sein de l'Association internationale des Travailleurs. C'était également le point de vue des socialistes-révolutionnaires russes et de leurs prédecesseurs, les « narodniki », dont l'idéal était un régime de petite propriété agraire, organisée en coopératives de production. Les uns et les autres trouvèrent dans le socialiste allemand David un chef d'école incontesté. Dans son livre intitulé *Le Socialisme et l'Agriculture*, comme dans les études

qu'il publia, en 1894 et en 1895, dans le *Sozialdemokrat* et la *Neue Zeit*, David contesta le bien-fondé des affirmations de Marx, en ce qui concerne les tendances de développement de la production agricole. « L'enseignement marxiste de la concentration des entreprises ne vaut pas pour l'agriculture », déclare-t-il tout au début de son livre. David soutient la thèse de la supériorité de la petite exploitation sur la grande, et démontre, en s'appuyant sur les statistiques de la propriété foncière en Allemagne que, loin de disparaître devant la concurrence de la grande culture, elle se maintient, au contraire, devant elle, et même, dans certains endroits, se développe à ses dépens. C'est pourquoi, à l'idéal marxiste de la substitution des formes d'exploitation collective aux formes d'exploitation individuelle de la terre, David oppose la constitution de coopératives de producteurs qui, tout en unissant les petits exploitants en vue de l'achat en commun des matières premières et de la vente en commun des produits de la terre, laisseront intactes les formes d'exploitation individuelle de la terre.

La thèse de David implique un abandon complet du socialisme. Si l'évolution des formes de production dans l'agriculture se fait à l'opposé de leur évolution dans l'industrie, il faut renoncer à voir se réaliser un jour le socialisme, en tant que régime de production social, opposé au régime de production capitaliste actuel. Car le socialisme est incompatible avec le maintien des formes de production paysanne.

S'ensuit-il que tout est faux dans la thèse de David et qu'il n'y a rien à retenir pour la solution de la question agraire ?

En réalité, la question agraire n'est pas une question d'ordre abstrait, se posant toujours et partout dans les mêmes termes, quelle que soit la forme de société dans laquelle on l'envisage. Elle est, au contraire, multiple et changeante, selon le temps et l'espace. C'est un problème historique, dont la solution dépendra des conditions historiques spéciales dans lesquelles il se pose, et en étroit rapport avec elles. Il n'y a pas un problème agraire, indépendant de l'évolution historique, se posant partout et toujours de la même façon, mais des problèmes agraires dont la solution dépend des diverses formes de sociétés où ils se posent : société esclavagiste, société féodale, société capitaliste. Chacune de ces sociétés comportant des formes de production agricole différentes le problème agraire s'y pose différemment. D'autre part, le fait qu'au sein même de ces sociétés les formes de production agricole elles-mêmes y diffèrent et s'enchevêtrent les unes les autres, introduit dans le problème agraire des éléments historiques qui modifient chaque fois son aspect purement économique.

La question agraire dans l'antiquité

Dans toutes les sociétés antiques et jusqu'à l'aurore des temps modernes, l'agriculture constitue la branche d'activité principale, celle dont la collectivité tire la plus grande partie de ses ressources matérielles. De tous les moyens de production utilisés par l'homme au cours du processus du travail, la terre est incontestablement, à cette époque, le plus important. L'industrie

n'existe encore qu'à l'état d'« accessoire » de l'agriculture. La propriété mobilière, dont l'importance est encore infime, n'est que le complément de la propriété foncière, qui constitue la base de toute l'organisation sociale. On comprend donc aisément que toutes les questions intéressant l'agriculture réagissent sur toute la structure sociale. En ce sens, la question agraire est, dans les sociétés antiques et moyenâgeuses, la question sociale tout entière. De sa solution dépendra le sort de la société elle-même.

Dans la plupart des sociétés de l'antiquité, c'est la culture du blé qui constitue la base de la production agricole. C'est avec l'introduction de la culture du blé, succédant à l'élevage des troupeaux, en tant qu'occupation principale de la société, que commence véritablement l'histoire de l'humanité. L'unité économique est la famille. C'est dans son sein que se fait toute la production. La famille ne comprend pas seulement tous ceux qui sont liés au père de famille par les liens du sang, mais aussi les serviteurs. Ces serviteurs sont les esclaves de la famille.

Ainsi, dès l'aurore des sociétés humaines, l'esclavage apparaît avec la substitution de la culture du blé à l'élevage des troupeaux, en tant qu'élément essentiel de la production. Son rôle, relativement restreint au début, va en s'agrandissant avec le développement du commerce, l'élévation du prix des terres et des produits agricoles. D'autre part, le développement des opérations militaires, qui augmente considérablement le nombre des esclaves, en diminue en même temps le prix d'achat et rend leur emploi dans l'agriculture extrêmement profitable. D'ailleurs, le travail des esclaves est rendu nécessaire par l'absence prolongée des cultivateurs mobilisés aux armées. D'immenses *latifundia* se constituent peu à peu aux dépens des terres conquises sur les nations étrangères et des petites propriétés, que les cultivateurs sont obligés d'aliéner à cause de la concurrence des céréales importées de l'étranger, en qualité de tribut imposé aux nations vaincues. Sur ces *latifundia* sont occupées des armées entières d'esclaves, travaillant sous le fouet des contre-maitres.

C'est à ce moment que la question agraire apparaît pour la première fois dans l'histoire. A vrai dire, elle n'est pas quelque chose d'entièrement nouveau. C'est elle qui, plus ou moins, est au fond de la lutte entre les « démocrates » et les « oligarques », en Grèce, entre les plébéiens et les patriciens, à Rome. Cette lutte, poursuivie au cours des siècles, s'était presque partout terminée par des compromis entre les deux parties adverses. Mais, à l'époque où nous sommes arrivés, la question agraire ne se présente plus sous la forme d'une rivalité entre deux catégories différentes de propriétaires fonciers, mais sous la forme aiguë d'une concurrence entre le travail libre et le travail servile. Sous cette forme, la question agraire ne comportait qu'une seule solution possible : la victoire de l'une ou de l'autre méthode de travail en présence, l'une excluant absolument l'autre. C'est pourquoi les tentatives de réforme agraire tendant au partage des terres, grâce auquel on pensait résoudre cette question, étaient condamnées d'avance à l'échec le plus complet. Elles se proposaient, en effet, de réduire l'antagonisme qui résulterait de la concurrence entre le travail libre et le travail servile, tout en laissant subsister les causes de cette concurrence. Tâche évidemment utopique. L'échec total de ces tentatives ne fit que confirmer l'impossibilité de

résoudre la question agraire sans toucher à la racine même de la production agricole, c'est-à-dire au travail servile.

Les événements allaient d'ailleurs démontrer la nécessité d'une transformation profonde des méthodes de production serviles qui, après l'échec des tentatives de réforme agraire, étaient devenues les méthodes de production principales de l'antiquité.

Le travail servile se révéla rapidement improductif. N'étant en aucune façon intéressés à la production, les esclaves maltraièrent les bêtes de labour qui leur étaient confiées, endommageaient les instruments de travail, se soustrayaient le plus possible au travail forcé qui leur était imposé, et nécessitaient une surveillance coûteuse. De plus, il fallait les nourrir et les entretenir pendant les périodes de l'année où le travail chômait et lorsqu'ils étaient malades.

Ils ne pouvaient être employés avec profit que dans les grandes cultures spécialisées, dont les produits étaient suffisamment rémunérateurs. Par contre, leur emploi était improductif pour la culture du blé soumise à la concurrence des blés étrangers. Même pour la grande culture spécialisée, le travail des esclaves n'était productif que si leur prix d'achat restait bas. Or l'arrêt des opérations militaires, en diminuant considérablement le nombre des esclaves disponibles, augmenta leur prix d'achat et porta un coup décisif à la rentabilité du travail servile. Dès lors, la suppression des méthodes de production serviles s'impose. Il faut les remplacer par des méthodes de production supérieures.

Comment cette transformation allait-elle se réaliser ? Existait-il, dans l'antiquité, une classe révolutionnaire capable de trouver dans ses conditions d'existence les bases de cette transformation nécessaire ? Si une telle classe avait existé, elle eût certainement épargné bien des souffrances à l'humanité, et facilité singulièrement le passage de la société antique, condamnée à disparaître, à la société nouvelle, qui devait la remplacer. Mais cette classe n'existait pas. Quoique portant sur eux tout le poids de la production, les esclaves ne constituaient pas une classe proprement dite, encore moins une classe révolutionnaire. Les formes nouvelles de production ne pouvaient naître et se développer que si l'on supprimait l'esclavage en tant qu'élément essentiel de la production. L'esclavage devait disparaître pour que la société nouvelle pût se constituer. C'est pourquoi toutes les insurrections d'esclaves de l'antiquité ne constituaient pas l'effort d'une classe révolutionnaire, aspirant à réaliser un idéal social capable de transformer l'humanité. Elles ne pouvaient même pas, par elles-mêmes, supprimer l'esclavage. La révolte de Spartacus ne fut qu'une grandiose, mais courte et vaine épopée.

C'est d'ailleurs que devait venir le salut. Incapable de satisfaire ses besoins au moyen des anciennes méthodes devenues périmées, la société devait faire appel à d'autres méthodes plus propres à développer la production. Le travail libre, longtemps tenu en échec par le travail servile, allait bientôt prendre sa revanche. En fait, il n'avait jamais disparu malgré la concurrence du travail servile, et s'était continuellement maintenu à côté de lui. Sous la forme de l'exploitation individuelle de la terre, il avait précédé le travail servile, et s'il avait été remplacé pendant toute l'antiquité classique, par l'exploitation en grand de la terre au moyen du travail des esclaves dans les grandes plantations, il avait réussi

à se maintenir partout où les difficultés de communication ou les particularités géographiques du sol permettaient aux cultivateurs d'échapper à la concurrence des blés étrangers, et empêchaient l'introduction de la grande culture ou de l'élevage.

Mais, outre le travail libre, indépendant, l'antiquité, dès les temps les plus reculés, avait connu d'autres formes de travail libre, à savoir la tenure féodale. Cette forme d'exploitation de la terre, connue sous le nom générique de « colonat », qui fut très répandue dans l'antiquité, peut être rattachée à plusieurs sources différentes. Dans les sociétés asiatiques, et aussi en Grèce, le colonat fut imposé aux habitants des territoires conquis par des envahisseurs étrangers. Les indigènes étaient soumis à un régime intermédiaire entre l'esclavage et la liberté. Ils étaient attachés au sol, qu'ils ne pouvaient pas quitter, et dont ils devaient céder à leurs maîtres une certaine part des produits.

A Rome, le colonat a des origines multiples. Il englobe à la fois les esclaves affectés par leurs maîtres à la culture de la terre et jouissant d'une certaine indépendance pour les intéresser aux bénéfices de l'exploitation, des clients asservis aux travaux agricoles, des cultivateurs libres endettés continuant à cultiver leurs terres à titre de colons, enfin des soldats libérés du service militaire, auxquels on a concédé des terres, à charge de fournir une certaine redevance au fisc et de protéger les frontières contre les envahisseurs étrangers. D'une façon générale, les colons sont libres personnellement, mais rattachés à la terre qu'ils ne peuvent quitter, et dont on ne peut pas en plus les séparer.

Le colonat avait sur l'exploitation servile de la terre l'énorme avantage qu'il intéressait le colon à la culture et augmentait considérablement le rendement de la terre. C'est pourquoi, au fur et à mesure que le travail servile devient moins productif, nous voyons le colonat se développer à ses dépens. D'autre part, l'extension de la culture de la terre aux pays situés au nord du continent européen, en élargissant la sphère de la culture des céréales et en augmentant les difficultés de communications avec les marches d'esclaves et de marchandises, situés ordinairement sur les côtes de la Méditerranée, porta un coup mortel au travail servile, au profit du travail libre.

Nous assistons ainsi, au cours des derniers siècles de l'Empire romain, à une lente mais profonde transformation du mode d'exploitation agraire. Ce que n'avaient pu faire ni les diverses législations de la Grèce ou les lois agraires de la République romaine, ni les révoltes d'esclaves, s'accomplissait par le seul effet des nécessités profondes de la production. La chute de l'Empire romain, fondé exclusivement sur le travail servile, ne fit que consacrer définitivement cette longue révolution interne.

La question agraire au Moyen âge

En s'emparant de Rome, les Wisigoths ne renversèrent pas seulement l'Empire romain, ils renversèrent en même temps la société antique et les formes de production serviles sur lesquelles elle reposait. La chute de l'Empire romain, en 476, ouvre l'ère de la production féodale.

En pénétrant dans l'Empire romain, les peuples germaniques victorieux y trouvèrent, en ce qui concerne les modes d'exploitation de la terre, des institutions qui s'étaient déjà depuis longtemps développées chez eux. En effet, bien que

connaissant l'esclavage, les Germains ne connaissent jamais les modes d'exploitation serviles de la terre. A cela s'opposaient, d'une part, le petit nombre de leurs esclaves, d'autre part, leur genre de vie nomade, basé exclusivement sur l'élevage des troupeaux. A l'époque des grandes migrations, les Germains, refoulés par les Slaves et les Mongols, venus des plaines de l'Asie centrale, vinrent s'établir aux portes de l'Empire romain. Pris entre les frontières de l'Empire romain, d'un côté, et la poussée des Slaves et des Mongols, de l'autre, ils se virent obligés de se fixer dans les plaines du centre de l'Europe, entre le Rhin et l'Oder, et de passer de l'élevage des troupeaux à la culture des céréales. Toute la terre fut répartie entre les communautés guerrières qui l'exploitèrent en commun, en ce sens que l'on fixa chaque année la quantité de terres que chaque famille était tenue de cultiver, le genre de culture était fixé à l'avance par la communauté elle-même et les produits de la terre appartenaient à tous les membres de la communauté. Si la culture de la terre était individuelle, la propriété et la jouissance en étaient collectives.

Mais ce régime ne pouvait durer. Le partage annuel des terres entre les chefs de famille rendait impossible toute amélioration de la terre, du fait qu'il enlevait au cultivateur le bénéfice de cette amélioration. C'est pourquoi l'on prit peu à peu l'habitude d'espacer les périodes de partages, jusqu'au jour où ceux-ci devinrent définitifs. Chaque père de famille eut donc la propriété exclusive d'une quantité de terre déterminée, calculée d'après le nombre des membres de sa famille. De temps en temps, cependant, pour combattre l'inégalité qu'auraient entraînée, à la longue, les changements survenus dans la composition des familles, on procédait à des réajustements, de manière à obtenir une certaine égalité entre les différentes parts.

Toutefois, les terres communales ne disparurent pas complètement. Elles furent seulement réduites aux forêts, aux étangs, aux pâturages, où les habitants de la commune avaient le droit d'aller chasser, pêcher ou faire paître leurs troupeaux. De sorte que nous avons, dès la fin du premier siècle après Jésus-Christ, un mélange de propriété privée et de propriété communale du sol.

C'est sur ce terrain que va se développer rapidement le féodalisme. A l'origine, tous les membres de la communauté sont libres et égaux entre eux. Ils n'ont qu'un chef militaire, élu par eux, et seulement pour le temps que durent les opérations. Celles-ci terminées, il reprend sa place dans le rang et ne reçoit d'autre récompense qu'un certain nombre de têtes de bestiaux dont la possession, à cette époque, est un signe de richesse. Mais, peu à peu, les chefs militaires tendent à rendre leur fonction perpétuelle, au delà du temps pour lequel elle leur avait été confiée, et à soumettre à leur autorité les autres membres de la communauté. Ainsi se constitua une première différenciation au sein de la communauté. Au fur et à mesure que celle-ci se fixait au sol et que la culture des céréales se substituait à l'élevage des troupeaux, une division du travail s'institua entre le chef militaire, chargé de faire la guerre, et les membres de la communauté, chargés de cultiver la terre et d'entretenir le chef et sa suite d'hommes d'armes. D'autre part, la fonction du chef militaire tendant à devenir héréditaire, il se créa peu à peu entre

celui-ci et les membres de la communauté des liens qu'on exprima en disant que le chef militaire était le « *suzerain* » du territoire de la communauté et les habitants ses « *vassaux* ». Ceux-ci lui doivent obéissance et fidélité et lui paient une redevance en nature comme au véritable propriétaire des terres, dont les membres de la commune ne sont que les usufruitiers.

Nous avons vu qu'au début le chef militaire n'était qu'un simple propriétaire, plus fortuné que les autres, et qu'une fois sa fonction remplie, il reprenait la culture de ses terres. Mais, en devenant un guerrier de profession et en rendant sa charge héréditaire, il fut obligé de renoncer à la culture des terres qu'il afferma à d'autres cultivateurs moyennant une certaine redevance annuelle. Les guerres continuelles qu'il fut obligé de soutenir eurent pour résultat d'agrandir son domaine et déterminèrent un grand nombre de cultivateurs à lui céder la propriété de leurs terres et à devenir ses vassaux pour ne pas avoir à remplir les obligations militaires qui incombaient à tous les hommes libres, c'est-à-dire de partir en guerre à leurs propres frais chaque fois qu'on faisait la guerre, ou d'équiper un certain nombre de cavaliers, avec leurs servants. De sorte que le seigneur devint rapidement le seul propriétaire des terres de la communauté, les habitants en étant considérés comme les « *tenanciers* », tenus de lui payer annuellement une redevance en nature. Toutefois, il n'en devint jamais le propriétaire exclusif. Une partie des terres resta indivise aux mains de la communauté.

Tel était encore l'état de la propriété agraire au début du XII^e siècle. Quoique n'ayant pas la propriété des terres qu'ils cultivaient, les paysans avaient une situation très supportable. Les seigneurs qui les unissaient au seigneur ne pesaient pas trop lourdement sur eux. Vivant la plupart du temps à la campagne, les seigneurs ne demandaient aux paysans que ce qui leur était nécessaire pour vivre, eux, leur famille et les gens de leur suite.

Mais, peu à peu, cette situation changea. Le développement des villes, à partir du XII^e siècle, et la substitution de l'économie monétaire à l'économie naturelle, qui en fut la conséquence, eurent pour résultat d'aggraver considérablement les charges qui pesaient sur les paysans. Le besoin d'argent obligea les seigneurs à remplacer les redevances en nature par des redevances en argent. Dès lors, les paysans dépendirent étroitement du marché. La production marchande se substitua à la production familiale. Les moindres fluctuations du marché menaçaient de ruiner complètement les paysans. Les charges féodales pesèrent d'un poids terrible sur eux.

A cela vint s'ajouter l'appropriation progressive par le seigneur des terres communales. Pressés par le besoin d'argent, les seigneurs firent valoir leurs droits sur les communaux qu'ils déclarèrent terres seigneuriales et dont ils chassèrent les paysans. Ce fut la ruine pour les petits paysans qui durent désormais payer une certaine somme d'argent aux seigneurs pour mener paître leurs bêtes à la prairie, pêcher dans l'étang ou couper du bois dans la forêt. Dans certains endroits même on expropria les paysans pour transformer les terres de labour en pâturages pour les troupeaux. Les paysans, chassés de leurs terres, allèrent s'embaucher dans les fabriques ou vagabonder sur les routes.

La situation de ceux qui restaient au village n'était pas beaucoup plus enviable. Pressurés par

le seigneur, menacés constamment par les mauvaises récoltes ou la baisse des prix des denrées, décimés par les famines et les épidémies, leur misère était atroce. Cent ans avant la Révolution française, La Bruyère décrivait ainsi la situation des paysans de l'ancien régime : « *L'on voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés de soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible ; ils ont comme une voix articulée et, quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine. Ils se retirent la nuit dans des tanières où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines* ».

Dès le quatorzième siècle, de formidables soulèvements paysans ébranlèrent périodiquement le régime féodal. Parmi les plus importants, nous citerons : en France, la Jacquerie, en 1358 ; en Angleterre, l'insurrection paysanne de 1381 ; en Allemagne, la guerre des paysans de 1525 ; en Russie, les révoltes de Stenka Razine et de Pougatchef, aux XVII^e et XVIII^e siècles. Tous ces mouvements échouèrent à cause de leur caractère local, de l'imprécision de leurs buts et surtout de l'absence des conditions permettant de substituer au régime féodal un régime nouveau.

Le développement de la grande industrie et les transformations que ce développement entraîna dans les méthodes de production devaient, seuls, créer ces conditions. Le régime féodal disparut, non sous la poussée des paysans, incapables de rien mettre à la place, mais de la bourgeoisie des villes, au développement de laquelle il constituait une entrave intolérable. Le mouvement communal du XII^e au XVI^e siècle, fondé sur les progrès de l'industrie artisanale, avait porté les premières atteintes au régime féodal en restreignant les droits du seigneur sur la terre et en favorisant la disparition progressive du servage. Mais le régime féodal de la terre ne pouvait disparaître, en tant que régime, qu'avec l'apparition de la grande bourgeoisie industrielle.

Les révolutions bourgeoises du XVII^e, du XVIII^e et du XIX^e siècle, en substituant au régime de production féodale le régime de production capitaliste, libérèrent les paysans des charges qui pesaient sur eux et leur accordèrent la complète propriété de leurs terres. Elles créèrent ainsi les conditions permettant un développement intense de la production agricole, et résolurent pour longtemps la question agraire.

Marcel OLLIVIER.

(La fin au prochain numéro.)

Sur la mort de Vaillant

Sous ce titre, nous publierons dans le prochain Bulletin, à l'occasion du 8^e anniversaire de la mort d'Edouard Vaillant, un admirable article de

Léon TROTSKY

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.